



iesd

Institut d'études
de stratégie et
de défense

Faculté de droit
Université Jean Moulin - Lyon III

SEPTEMBRE 2020

“Some other kinds of controlled general war”

Deux ans après la *Nuclear Posture
Review* américaine de 2018, quel débat
sur l'emploi des armes nucléaires
tactiques ?

Olivier Zajec

NOTE DE RECHERCHE

Pensée stratégique



Photographie : "Lulu atomic depth bomb", 17 janvier 1961
©National Museum of the U.S. Navy

A propos de l'IESD

L'**Institut d'études de stratégie et de défense (IESD)** est une structure de recherche universitaire créée en 2018 et spécialisée dans le champ des études stratégiques. Soutenu par l'Université de Lyon (UdL), l'IESD appartient à la **faculté de droit de l'université Jean Moulin – Lyon III**. L'institut accueille une équipe multidisciplinaire de chercheurs lyonnais et extérieurs (droit, science politique, gestion, économie, sociologie, histoire), et fédère autour d'elle un réseau d'experts, de chercheurs, de doctorants et d'étudiants spécialisés dans l'étude des interactions conflictuelles contemporaines.

L'IESD est actuellement partie prenante de la candidature à la **labellisation « Centres nationaux d'excellence défense » de la DGRIS** (Ministère des armées), dans le cadre d'un programme de recherche intitulé « *L'interconnexion des capacités stratégiques hautes (puissance aérienne, espace, nucléaire, défense anti-missiles) : conséquences politiques et opérationnelles des couplages capacitaires de haute intensité dans les espaces homogènes et les Contested Commons* ».

Directeur de l'IESD : **Olivier Zajec** ; maître de conférences en science politique habilité à diriger les recherches (HDR), faculté de droit, Université Jean Moulin-Lyon 3 (Université de Lyon)

Site web : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

Contact : iesd.contact@gmail.com

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Olivier Zajec, « “Some other kinds of controlled general war”. Deux ans après la *Nuclear Posture Review* américaine de 2018, quel débat sur l’emploi des armes nucléaires tactiques ? », Note de recherche de l’IESD, coll. « Pensée stratégique », n°4, septembre 2020.

Résumé

Lors de sa publication au début du mois de février 2018, la *Nuclear Posture Review* de l’administration Trump a été décrite comme une rupture majeure par un certain nombre d’observateurs du débat stratégique américain. À la suite des paragraphes de la NPR consacrés aux armes tactiques, dites aussi « non stratégiques » ou « de théâtre », la politique nucléaire militaire des États-Unis s’est modifiée dans ce domaine, que ce soit du point de vue doctrinal, opérationnel ou capacitaire, ce qui a incité un nombre significatif de puissances dotées – ou non dotées – à repenser leur propre relation à l’armement atomique. Comment replacer ce document dans le contexte plus large du retour des théories de la guerre nucléaire « limitée » ? Cette note de recherche synthétique a pour objet de revenir sur cette problématique, du point de vue historique, opérationnel et politique.

Abstract

When published in early February 2018, the Trump administration's *Nuclear Posture Review* was described as a breakthrough by several observers of the US strategic debate. The paragraphs of the NPR devoted to tactical nuclear weapons, also known as “non-strategic” are particularly representative of a major shift in the military nuclear policy of the United States. This has prompted a significant number of nuclear-endowed – or non-endowed – powers to rethink their own relationship to atomic weaponry. How can the operational dimensions of this document be placed in the broader intellectual context of the “limited” nuclear war « worrisome come-back » (Kristensen)? The purpose of this synthetic research note is to review those developments, from an historical, operational and political point of view.

Mots-clés : NPR 2018, Armes nucléaires tactiques, Guerre nucléaire limitée, Escalade nucléaire.

Keywords: NPR 2018, Nuclear tactical weapons, Limited nuclear War, Nuclear escalation.

A propos de l’auteur

Olivier Zajec est maître de conférences habilité à diriger les recherches (HDR) en science politique à l’université Jean Moulin - Lyon III, où il dirige l’Institut d’Etudes de Stratégie et de Défense (IESD, Faculté de droit). Agrégé et docteur en Histoire des relations internationales (Paris-IV Sorbonne), il enseigne également la stratégie et la géopolitique à l’Ecole de Guerre (EMS, Paris).

olivier.zajec@univ-lyon3.fr

Les opinions exprimées dans les publications de l’IESD n’engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Table des matières

« <i>Some other kinds of controlled general war</i> ». Deux ans après la <i>Nuclear Posture Review</i> américaine de 2018, quel débat sur l'emploi des armes nucléaires tactiques ?	5
La place et la définition des armes nucléaires tactiques dans la stratégie nucléaire générale	7
Un héritage de la Guerre froide : la subordination progressive du « tactique » au « stratégique », 1945-1991	7
Performances nominales ou concept d'emploi ? Les problèmes soulevés par les critères de catégorisation des ANT.....	10
Les évolutions stratégiques récentes concernant l'emploi des armes nucléaires tactiques (2010-2020)	15
D'Obama à Trump : le retour à une « théorie de la victoire » nucléaire ?	15
L'improbable « retenue » nucléaire.....	20
Conclusion	24
Bibliographie	29

NOTA : cette note constitue la version étendue et développée d'une contribution interdisciplinaire de l'IESD à un ouvrage collectif dirigé par Kiara Neri (Maître de conférences HDR en droit public, Directrice du Centre de droit international de l'Université Jean Moulin - Lyon III), consacré aux aspects juridiques et politiques des armes nucléaires, à paraître aux éditions Bruylant.

« *Some other kinds of controlled general war* ». Deux ans après la *Nuclear Posture Review* américaine de 2018, quel débat sur l'emploi des armes nucléaires tactiques ?

Ayant passé sept ans en tant que secrétaire à la Défense à m'occuper des problématiques liées à une réaction nucléaire initiale en chaîne, je ne pense pas que nous puissions éviter un risque grave et inacceptable de guerre nucléaire (...) tant que nous ne baseons pas les plans militaires, les budgets de défense, les déploiements d'armes et les négociations sur le fait que les armes nucléaires ne servent en fait à aucun objectif. Elles ne sont que dans le but de dissuader l'adversaire d'en utiliser. Tel est mon point de vue aujourd'hui. C'était déjà mon point de vue au début des années 1960¹.

ROBERT S. McNAMARA, 1983.

Lors de sa publication il y a un peu plus de deux ans, plus précisément au début du mois de février 2018, la *Nuclear Posture Review* de l'administration Trump a été décrite comme une rupture majeure par un certain nombre d'observateurs des évolutions stratégiques américaines. Il est vrai qu'au moment où le document est rendu public, beaucoup de commentaires tendent à se focaliser sur les parties du texte prêtant le plus

à controverse. Commentant une version non encore finalisée du document, le *New York Times* donne ainsi le ton en titrant dès le 16 janvier 2018 que le Pentagone y suggère « (...) de contrer les cyberattaques dévastatrices avec des armes nucléaires »². Les analystes politiques opposent vite une administration démocrate attachée à l'objectif du « Global Zero » à une administration Trump adepte d'un néo-quantitativisme nucléaire qu'illustre précisément « sa » NPR.

Ce contraste, néanmoins, fut assez vite nuancé par les spécialistes les plus reconnus des affaires de défense³. La publication finale du 2 février 2018 contenait en effet beaucoup d'éléments de continuité avec la Revue de posture nucléaire de 2010⁴. C'est bien sous Obama qu'une modernisation gigantesque de l'arsenal nucléaire américain avait par ailleurs été initiée pour un coût estimé à 400 milliards de dollars sur trente ans, et qu'une réflexion avait été entamée sur les conséquences éventuelles du retour en grâce du concept de guerre nucléaire « limitée »⁵. Néanmoins, certains des points sur lesquels le document de 2018 procédait à une inflexion doctrinale spécifique étaient – et restent aujourd'hui – si délicats qu'ils donnent lieu depuis deux ans à un débat intense sur le danger de « glissement » potentiel de la culture nucléaire américaine. Car si les choix faits par l'administration Trump s'inscrivent en partie dans une forme de continuité, ils sont aussi spécifiques, dans la mesure où ils semblent, sous bien des aspects,

¹ Robert S. McNamara, « The Military Role of Nuclear Weapons: Perceptions and Misperceptions », *Foreign Affairs*, vol. 62, n°1, Fall, 1983, p. 59-80. Traduction de l'auteur de la note. Le passage crucial en anglais : « (...) the recognition that nuclear weapons serve tary purpose whatsoever. They are totally useless except only to deter opponent from using them. »

² Sanger and Broad, « Pentagon Suggests Countering Devastating Cyberattacks with Nuclear Arms », *New York Times*, 16 January 2018.

³ Voir André Dumoulin, « La nouvelle *Nuclear Posture Review* : évolution ou révolution ? », *Revue Défense Nationale*, vol. 810, n° 5, 2018, p. 111-115.

⁴ Department of Defense, *Nuclear Posture Review*, Washington, DC, April 6, 2010.

⁵ Jon B. Wolfsthal, Jeffrey Lewis, and Marc Quint, *The Trillion Dollar Nuclear Triad: US Strategic Nuclear*

Modernization over the Next Thirty Years, Monterey, James Martin Center for Nonproliferation Studies, January 2014,

http://cns.miis.edu/opapers/pdfs/140107_trillion_dollar_nuclear_triad.pdf.

Les 400 milliards de dollars prévus par l'administration Obama pour la modernisation de l'arsenal étaient inclus dans une enveloppe totale de 1200 milliards, qui portait également sur la maintenance et le remplacement d'éléments constitutifs de la posture nucléaire générale des États-Unis. Sur le sujet de la continuité et des différences entre la NPR 2010 et celle de 2018 (alors en préparation, mais dont certains éléments constitutifs avaient filtré), l'analyse la plus claire est celle de Corentin Brustlein, « La Guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain », IFRI, Centre des études de sécurité, novembre 2017.

pouvoir conduire à un abaissement de la « voûte », autrement dit du seuil d'emploi des armes atomiques.

Au cœur même de la NPR 2018 se trouve en effet une analyse de nature politico-stratégique, qui établit un contraste entre des risques internationaux en augmentation et une Amérique supposément forcée de s'y adapter. Le texte affirme ainsi que les Etats-Unis « (...) *restent fermes dans leurs efforts en vue de l'élimination totale à terme des armes nucléaires, biologiques et chimiques* », et qu'ils ont par ailleurs « (...) *réduit l'arsenal nucléaire de plus de 85 % depuis les années les plus intenses de la guerre froide et n'ont pas déployé de nouvelles capacités nucléaires depuis plus de vingt ans* »⁶. Pour autant, les rédacteurs du document considèrent que la politique nucléaire américaine antérieure était établie « (...) *dans le contexte d'un environnement nucléaire plus bénin et de relations plus amicales entre les grandes puissances* ». Le nouvel environnement international serait au contraire caractérisé par « (...) *une gamme et une variété sans précédent de menaces, qui incluent de graves menaces conventionnelles, chimiques, biologiques, nucléaires, dans l'espace orbital et le cyberspace, ainsi que des acteurs non étatiques violents* »⁷. Les États-Unis sont en conséquence amenés, selon le document, à « (...) *l'identification des politiques, des stratégies et des capacités correspondantes dans le domaine nucléaire nécessaires pour protéger l'Amérique face aux menaces grandissantes pour les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires* ».

Cette présentation justifie la modernisation et la diversification de l'arsenal nucléaire américain par

la dangerosité de menaces externes nouvelles, réelles ou supposées. Pour y répondre, la NPR planifie de fait le déploiement futur de deux types nouveaux d'armes nucléaires « (...) *de manière à augmenter la flexibilité et la capacité de réaction des forces nucléaires américaines* »⁸. Il s'agit, techniquement, d'une nouvelle tête nucléaire de puissance limitée déployée sur sous-marin, et d'un nouveau missile de croisière mer-sol déployable sur les navires de surface ou les sous-marins⁹. Ces annonces se sont effectivement concrétisées budgétairement. Dans le cadre de la requête budgétaire présidentielle FY2021 présentée au Congrès le 10 février 2020, l'administration Trump prévoit ainsi une enveloppe de 29 milliards destinée aux programmes nucléaires du Pentagone, et une autre de 20 milliards pour la *National Nuclear Security Administration*, une agence semi-autonome spécialisée dans la sûreté nucléaire et logée au sein du ministère de l'énergie (*Department of Energy*). Ce budget s'insère dans le cadre des modernisations décidées dès le début de la présidence Trump, qui augmentent de 23% l'effort déjà prévu, on l'a dit, sous Barack Obama¹⁰.

En décidant de ce *build-up*, la NPR 2018 se distancie moins de la politique nucléaire de l'administration précédente qu'elle ne fragilise une certaine orthodoxie atomique établie depuis la fin de la Guerre froide, laquelle, parallèlement à la réduction concertée des arsenaux stratégiques des deux ex-supergrands, comportait une inhibition tacite concernant l'employabilité opérationnelle des armes nucléaires tactiques (ANT). Non que ces dernières eussent disparu entre 1991 et 2020, comme on le verra plus loin ; mais, tendanciellement considérées comme les reliquats d'une ère antérieure à la

⁶ *Department of Defense, Nuclear Posture Review*, Washington, DC, February 2, 2018, *Résumé analytique* (français), p. 2.

⁷ Aucune mention n'est faite des causes multiples et complexes ayant mené à cette situation, et en particulier de la possibilité théorique que les initiatives stratégiques liées à la dénonciation unilatérale du traité ABM en 2002, aux interventions en Irak et en Afghanistan du début des années 2000, et à quelques autres choix de politique étrangères américains ou occidentaux au sens large, aient pu contribuer en partie à cette aggravation.

⁸ *Department of Defense, Nuclear Posture Review*, Washington, DC, February 2, 2018, pp. 52-53, <https://media.defense.gov/2018/Feb/02/2001872886/-1/-1/1/2018-NUCLEAR-POSTURE-REVIEW-FINALREPORT.PDF>.

⁹ Michael R. Gordon, « U.S. Plans New Nuclear Weapons: Pentagon Weighs 'Low-Yield' Warhead and Sea-Based Cruise Missile, Igniting Debate over Strategy », *Wall Street Journal*, 16 January 2018.

¹⁰ Voir Laura Seligman, « Will Congress Let Trump Build More Nuclear Weapons? », *Foreign Policy*, April 11, 2019.

mise en place de la Destruction mutuelle assurée (*Mutual Assured Destruction* ou MAD), peu régulées formellement par les traités bilatéraux de contrôle des armements russo-américains, elles ne comptaient plus que de manière secondaire, voire virtuelle, dans les modes de comparaison des arsenaux nucléaires. La grammaire nucléaire post-Guerre froide affectait de découpler clairement les armes tactiques et stratégiques, en faisant de ces dernières – des missiles balistiques intercontinentaux lancés depuis le sol ou la mer aux bombardiers à très long rayon d'action emportant des missiles de croisière ou des bombes à gravité surpuissantes – le mètre-étalon des rapports de force internationaux entre grandes puissances. Quant aux ANT, pour reprendre une expression de Hans Kristensen, « [elles] s'étaient étioilées dans l'arrière-cour des rhétoriques comme des planifications militaires et politiques »¹¹.

Depuis la publication des paragraphes de la NPR consacrés aux armes tactiques, dites aussi « non stratégiques » ou « de théâtre », la politique nucléaire militaire des États-Unis s'est modifiée dans ce domaine, que ce soit du point de vue doctrinal, opérationnel ou capacitaire, ce qui a incité un nombre significatif de puissances dotées – ou non dotées – à repenser leur propre relation à l'armement atomique. Cette note a pour objet de revenir sur cette évolution, qui préoccupe un grand nombre d'analystes de défense et de politistes spécialistes des conflits armés¹². « *Sous un certain aspect*, écrivent ainsi les spécialistes de l'Initiative sur la menace nucléaire (*Nuclear Threat Initiative* ou NTI),

les armements nucléaires tactiques sont plus dangereux que les stratégiques. Leur taille réduite, la possibilité pour des criminels de s'en emparer, et la manière dont leur usage peut être envisagé font de leur existence dans les arsenaux nationaux un risque pour la sécurité globale »¹³. Pour mieux comprendre la raison profonde de cette inquiétude, nous rappellerons en premier lieu la place et la définition des armes nucléaires tactiques dans la stratégie nucléaire générale, spécialement du côté occidental, avant de traiter dans une deuxième partie des évolutions doctrinales survenues depuis le tournant de la décennie 2010, en particulier du point de vue de la possibilité et des modalités d'emploi des ANT. En conclusion, nous ouvrirons des perspectives sur les conséquences politiques et diplomatiques de ces transformations.

La place et la définition des armes nucléaires tactiques dans la stratégie nucléaire générale

Un héritage de la Guerre froide : la subordination progressive du « tactique » au « stratégique », 1945-1991

La notion d'arme nucléaire « tactique » est un héritage taxonomique indirect de la course aux armements de la Guerre froide. Durant la première phase d'opposition idéologique entre les blocs dominés par Washington et Moscou, les armes nucléaires sont considérées comme des bombes de – très – forte puissance. C'est le sens même de

¹¹ Hans M. Kristensen & Matt Korda, « Tactical nuclear weapons, 2019 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 75, n°5, 2019, p. 252.

¹² Voir entre autres Francis J. Gavin, *Nuclear Weapons and American Grand Strategy*, Brookings Institution Press, January 21, 2020. John K. Warden, *Limited Nuclear War: The 21st Century Challenge for the United States*, Livermore Papers on Global Security No. 4, Lawrence Livermore National Laboratory Center for Global Security Research July 2018. Michael Krepon, « The Folly of Tactical Nuclear Weapons », *Defense One* [online], October 2, 2017. Mansoor Ahmed, « Pakistan's Tactical Nuclear Weapons and Their Impact on Stability », Carnegie Endowment for International Peace, 2016 [online]. Thomas-Noone, Brendan, « Tactical

nuclear weapons in the modern nuclear era », Lowry Institute for International Policy, September 2016. Stephen J. Cimbala, *The New Nuclear Disorder: Challenges to Deterrence and Strategy*, Ashgate Publishing Company, 2015. Stefanie von Hlatky and Andreas Wenger, eds., *The Future of Extended Deterrence: The United States, NATO, and Beyond*, Georgetown University Press, September 2015. James J. Wirtz, « Limited Nuclear War Reconsidered », in Jeffrey A. Larsen and Kerry M. Kartchner (eds.), *On Limited Nuclear War in the 21st Century*, Stanford, Stanford University Press, 2014.

¹³ <https://www.nti.org/analysis/articles/tactical-nuclear-weapons/>

l'expression célèbre chez les nucléaristes : « *More Bang for the Buck* » (davantage de puissance de destruction proportionnellement au coût financier). Elles vont donc rapidement figurer dans l'arsenal des divisions américaines destinées à ralentir puis contrer une éventuelle invasion blindée soviétique massive en Europe, et se voir déclinées sous la forme de mines, d'obus de mortier, de missiles de croisière ou encore de bombes à gravité. Le lance-roquettes nucléaire sans recul « Davy Crockett », mis en service en 1961, ne pèse ainsi que 23 kilos, pour une portée de 2 à 4 km, avec une puissance de 10 à 20 tonnes de TNT seulement. Trois soldats suffisent à le mettre en œuvre¹⁴. En décembre 1953, l'amiral américain Radford, qui préside le *Joint Chiefs of Staff* (état-major interarmées) déclare que « (...) *les armes atomiques ont virtuel-*

lement atteint un statut conventionnel au sein des forces armées »¹⁵. La doctrine Dulles de 1954 est sans ambiguïté sur ce point : « *[la] politique [américaine] impliquera l'emploi des armes atomiques à des fins tactiques comme si elles étaient des armes conventionnelles* »¹⁶.

Cependant, au fur et à mesure que les charges nucléaires se perfectionnent, l'enjeu majeur pour les deux Grands devient la capacité de les propulser d'un continent à l'autre, une capacité qu'atteindront les États-Unis puis, dans un deuxième temps, les Soviétiques, et qui nécessite la détention de bombardiers à très long rayon d'action, un savoir-faire balistique particulier (en matière de guidage), et dans tous les cas des capacités de pénétration de plus en plus robuste. C'est cet usage intercontinental orienté vers l'atteinte des centres vitaux adverses éloignés et protégés qui sera bientôt seul qualifié de « stratégique », débouchant sur quatre phénomènes concomitants :

- La prise en compte politique, sinon doctrinale, du caractère de destruction potentiellement « absolu » de l'arme nucléaire¹⁷ ;
- la centralité des moyens d'alerte, de transmission et de décision dans la stratégie nucléaire ;
- une communication bilatérale discrète améliorée entre Soviétiques et Américains après le tournant de la fin des années 1950 ;
- et enfin une mainmise décisionnelle totale des décideurs civils sur ce canton non conventionnel de la stratégie, devenu existentiel pour les Américains avec l'imposition dans les esprits du concept de destruction mutuelle



Lance-roquette nucléaire tactique « Davy Crockett » M-388. (US DoD, mars 1961).

¹⁴ Voir la passionnante histoire de cette armée conventionnelle atomique, du point de vue culturaliste : Brian MacAllister Linn, *Elvis's Army: Cold War GIs and the Atomic Battlefield*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

¹⁵ Voir Robert J. Watson, *History of the Joint Chiefs of Staff*. Vol 5 : « The Joint Chiefs of Staff and National Policy 1953 – 1954 », Office of Joint History, Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, Washington, DC, 1998, p. 35.

¹⁶ John Foster Dulles, « The Evolution of Foreign Policy », Council of Foreign Relations, New York, Department of State, Press Release No. 81, January 12, 1954.

¹⁷ Sur le plan théorique, cette dimension était très tôt apparue (Castex, Brodie). Sur le débat intellectuel lié à la prise en compte du caractère « absolu » de l'arme nucléaire, et en particulier sur la relation entre la théorie réaliste des relations internationales et la question des armes nucléaires, nous nous permettons de renvoyer à Olivier Zajec, « *Armageddon polytropos*. La pensée réaliste et le fait stratégique nucléaire, bilan d'un demi-siècle de débats intra-paradigmatiques », *Stratégique*, n°116, août 2017.

assurée (*Mutually assured destruction*), qui reconnaît leur perte de monopole en matière de destruction nucléaire à distance¹⁸.

Selon David Rosenberg, l'année 1961 constituerait de ce point de vue un tournant¹⁹. L'étiquette « tactique » est dès lors progressivement réservée aux armes nucléaires employables par les militaires sur un champ de bataille, où les sanctuaires territoriaux des puissances atomiques protagonistes ne sont pas immédiatement en jeu. La thématique fait en particulier l'objet de travaux conceptuels et opérationnels dans le cadre du *Nuclear Planning Group* de l'OTAN établi en 1966, qui cherche non sans grandes difficultés à maintenir une « ambiguïté créative » via un équilibre entre l'emploi militaire des ANT d'une part, et l'effet dissuasif « élargi » dérivant de leur présence chez certains alliés d'autre part, en tant qu'étape éventuelle d'escalade liée aux arsenaux dits « stratégiques »²⁰. On notera que le découplage entre tactique et stratégique est à la base du projet nucléaire français autonome, non du point de vue politique (mai 1940 et la crise de Suez de 1956 y avaient pourvu) mais du point de vue intellectuel, ainsi qu'en témoigne les arguments mis en avant par De Gaulle lors de sa conférence de presse du 14 janvier 1963.

Doctrinalement, les armes nucléaires tactiques ne sont plus centrales. Elles ne refont surface dans le débat bipolaire qu'à l'occasion de crises localisées, comme au début des années 1980, lorsque les États-Unis souhaitent implanter en Europe des capacités balistiques de portée intermédiaire et de nouveaux missiles de croisières (Pershing II) suite à l'installation de missiles SS20 soviétiques à l'ouest du territoire de l'URSS (crise des Euromis-

siles)²¹. Le traité sur les forces nucléaires intermédiaires (*Intermediate Range Nuclear Forces*), signé en 1987, est également l'occasion d'une nouvelle épiphanie médiatique et diplomatique pour les armes nucléaires non-stratégiques²². En 1991 enfin, les présidents américain George H. Bush et soviétique Mikhaïl Gorbatchev procèdent à une série d'annonces aux termes desquelles Washington et Moscou planifient le retrait de la plupart de leurs armes nucléaires non-stratégiques, avant d'éliminer beaucoup d'entre elles. Cette avancée, cependant, relève d'une série de déclarations unilatérales, coordonnées mais non engageantes. Elle ne peut être mise au même rang que le Traité de réduction des armes stratégiques (*Strategic Arms Reduction Treaty* dit START 1), signé et ratifié par les deux parties cette même année 1991, lequel, en établissant un plafond de 1600 vecteurs et de 6000 têtes pour chaque pays, aboutit au retrait des 80% des armes nucléaires intercontinentales des deux Grands.

Le mur de Berlin tombé et l'URSS disparue, la période de l'après-Guerre froide ne fait en apparence que confirmer ce relatif désintérêt pour les armes nucléaires non stratégiques. Les historiens de la période retiennent surtout l'héritage des traités et accords de désarmement qui se sont focalisés sur les arsenaux stratégiques (les accords SALT signés dans les années 1970, les accords START conclus dans les années 1990 dont START 1 précédemment cité, le *Strategic Offensive Reductions Treaty* ou SORT, dit traité de Moscou, signé en 2002, et plus tard le traité *New Start* signé en 2010). On notera en contrepoint certaines discussions menées entre Russes et Américains sous l'administration Clinton, où se trouve évoquée la

¹⁸ Peter Feaver, *Guarding the Guardians: Civilian Control of Nuclear Weapons in the United States*, Ithaca, Cornell University Press, 1992.

¹⁹ Voir David A. Rosenberg, « Constraining Overkill: Contending Approaches to Nuclear Strategy, 1955-1965 », intervention dans « More Bang for the Buck: U.S. Nuclear Strategy and Missile Development 1945-1965 », Colloquium on Contemporary History, January 12, 1994.

<https://www.history.navy.mil/research/library/online-reading-room/title-list-alphabetically/m/more-bang-buck.html>

²⁰ Voir Laurence Martin, « Limited Nuclear War », dans Michael Howard (dir.), *Restraints on War. Studies in the Limitation of Armed Conflict*, London, Oxford University Press, 1979, p. 106.

²¹ Leopoldo Nuti, Frédéric Bozo, Marie-Pierre Rey et Bernd Rother (dir.), *The Euromissile Crisis and the End of the Cold War*, Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press, 2015.

²² Ilaria Parisi, « Stratégie. Pour une histoire du traité FNI, de la crise des euromissiles à sa fin, *Diploweb.com : la revue géopolitique* [en ligne], 1er mars 2020.

possibilité éventuelle d'un traité START 3 qui inclurait le sujet des armes non stratégiques. Mais ces velléités n'aboutissent pas sur le plan diplomatique, encore moins juridique. Des débats sont également menés au Congrès américain sur le thème d'une réduction concertée des ANT, sans résultats tangibles et contraignants²³. L'ensemble de ce débat ne s'infléchira pas de manière décisive avant le tournant des années 2010.

Avant d'examiner les modalités de ce tournant, il faut insister sur le fait que les accords de maîtrise des armements de la Guerre, prolongés dans l'après-Guerre froide, ont poussé par exclusion à une catégorisation aussi rigoureuse qu'arbitraire des armes nucléaires non-stratégiques ou tactiques, fondée sur les capacités de ces dernières. Cette catégorisation, que l'on peut qualifier d'instrumentale, va en venir à poser une série de problèmes politiques et stratégiques concrets entre les décennies 1990 et 2010, au fur et à mesure que les technologies nucléaires militaires se modifient, et que la société internationale se multipolarise. Il est nécessaire de préciser quelques éléments au sujet de ce problème de définition, pour comprendre le contexte du changement relatif d'attitude des Américains au sujet des armes tactiques et de leur fonction dans les dialectiques régionales de dissuasion.

Performances nominales ou concept d'emploi ? Les problèmes soulevés par les critères de catégorisation des ANT.

La classification canonique fondée sur les capacités nominales des charges (puissance explosive exprimée en kilotonnes de TNT) et des vecteurs (portée des moyens de lancement en km) trouve, on l'a dit, son origine dans la logique des accords bilatéraux de réduction des arsenaux nucléaires passés pendant et après la Guerre froide entre Russes et Américains. Il s'agissait de se concentrer sur les armes lancées depuis le territoire adverse, et susceptibles de frapper des centres de décision

et des capacités stratégiques à domicile. Ce sont ces capacités qu'il fallait compter, équilibrer, et éventuellement réduire. Ce sont donc elles qu'il fallait définir. Si les armes « tactiques » n'étaient pas prioritaires dans le cadre de ces traités de réduction bilatéraux, c'est que leur portée nominale n'en faisait pas *a priori* une menace directe contre les œuvres vives de chaque pays. D'où un découplage finalement très arbitraire entre « tactique » et « stratégique ». Le premier terme qualifie les armes d'une portée considérée comme « courte », c'est-à-dire celles qui ne peuvent théoriquement atteindre une cible située à plus de 500 km du point de lancement (pour ce qui est des missiles propulsés depuis le sol), ou à plus de 600 km pour les missiles air-sol et mer-sol. Il existe d'autres critères quantitatifs ou instrumentaux de différenciation entre armes stratégiques et tactiques, en particulier la question de la puissance des charges employées, mais ils sont moins précis et moins admis.

On notera immédiatement que ces critères étaient déjà sujets à caution à l'époque de la négociation des grands traités de maîtrise des armements nucléaires dits « stratégiques ». Des ANT de portée réduite (moins de 600 km) embarquées à bord de sous-marins ou de navires de surface pouvaient en effet échapper nominalement à une catégorisation « stratégique ». Pourtant, si ces navires porteurs s'infiltraient à proximité des côtes du pays adverse, ils devenaient capables d'atteindre des cibles stratégiques (centres économiques, centres de décision politique ou militaire, silos de lancement balistique...). De même, les missiles américains à portée dite « intermédiaire » qui étaient déployés en Europe n'étaient pas considérés nominalement comme stratégiques par les Etats-Unis. Ils étaient pourtant capables d'atteindre certains centres de décision soviétiques²⁴. En réalité, et de manière générale, des missiles catégorisés comme « tactiques » peuvent dans certains cas être utilisés de manière stratégique (ce dernier adjectif qualifiant la nature de la cible), tandis que rien n'empêche (théoriquement) des missiles catégorisés

²³ Voir par exemple William J. Perry, Chairman and James R. Schlesinger, Vice Chairman, *America's Strategic Posture*, The Final Report of the Congressional Commission on the Strategic Posture of the United

States, Washington, DC, April 2009, pp. 12-13, 21. Cité dans Amy F. Woolf, « Nonstrategic Nuclear Weapons », Congressional Research Service, January 17, 2019.

²⁴ Voir Amy F. Woolf, 2019, *op. cit.*, p. 8.

comme « stratégiques » de frapper éventuellement des cibles « tactiques », celles du champ de bataille²⁵. La bombe d'Hiroshima n'est-elle pas, au fond, l'exemple même d'une charge que l'on qualifierait sans doute aujourd'hui de « tactique » (bombe lisse sans guidage, puissance de « seulement » 15 kt) qui a rempli l'objectif le plus stratégique qui puisse être (l'arrêt d'une guerre) ? De la même façon, le critère de la puissance explosive est relativisé par les progrès effectués dans le domaine du guidage et de la précision. Pour peu qu'elles aient par ailleurs des capacités de pénétration suffisantes, des armes nucléaires à la puissance « limitée » (autour de la dizaine de kt), que certains catégoriseraient intuitivement comme « tactiques », peuvent aujourd'hui permettre des destructions stratégiques ciblées qui auraient nécessité des charges bien plus puissantes il y a quelques dizaines d'années.

La classification technique des arsenaux, issue de la Guerre froide, concertée entre Russes et Américains et fondée en particulier sur la portée des vecteurs, pose par ailleurs un problème concernant l'appréhension des stratégies d'autres acteurs dits « dotés », que ce soit au titre du TNP (France, Royaume-Uni, Chine) ou non (Inde, Pakistan, Corée du Nord, Israël). Ainsi, au début des années 2000, la *Nuclear Threat Initiative* américaine considère-t-elle par exemple, que la « quasi-intégralité » des arsenaux nucléaires français et chinois est « tactique », ainsi d'ailleurs que « l'intégralité » des arsenaux indien, israélien et pakistanais²⁶. Ce type de catégorisation peut mener à une perception faussée des intentions nucléaires de acteurs concernés. En 2013, Shyam Saran, président de l'*India's National Security Advisory* déclare ainsi que « (...) la catégorisation d'armes nucléaires qui seraient employées pour attaquer

*l'Inde – soit « stratégiques », soit « tactiques » – n'a aucune signification du point de vue de l'Inde. Une guerre nucléaire limitée, martèle-t-il, est une contradiction dans les termes. Tout échange nucléaire, une fois entamé, escaladerait rapidement et inexorablement au niveau stratégique »*²⁷.

Hans Kristensen, dans le *Bulletin of the Atomic Scientists*, note quant à lui en 2019 que « (...) les armes nucléaires françaises aéroportées ont des caractéristiques qui sont similaires à celles de certaines armes nucléaires tactiques russes »²⁸. Le problème de perception se repose ici. Les Français considèrent en effet leur arsenal comme intégralement « stratégique ». La question, pour Paris, n'est pas liée à la portée des armes, mais bien à leur emploi en tant que tel. Lequel emploi, compte tenu de la *nature* absolument destructrice de l'arme atomique, et du danger d'escalade qui en résulte, ne peut être *que* stratégique, au sens non plus seulement militaire mais bien *politique* de ce terme. La singularité des Français est qu'il ne saurait être question pour Paris, quelle que soit la situation, de considérer l'arme nucléaire comme une possible arme de bataille. L'usage tactique correspond au fond à une conventionnalisation opérationnelle du nucléaire. Pour que cet usage soit envisageable, il faudrait que l'on puisse également penser une limite à l'escalade qui en résulterait. On se résignait certes à ce pari pendant la Guerre froide, car il était entendu pour la plupart des décideurs que le face-à-face avec l'URSS, État idéologique totalitaire à prétention universelle, engageait la liberté même des nations occidentales. Cette menace-là, très spécifique, a disparu, et il est permis de penser que la Russie, quoi qu'il en soit de son agressivité diplomatique et militaire à géométrie variable, n'est pas l'URSS.

²⁵ Ces possibilités expliquent certaines décisions prises en Europe durant la Guerre froide. Lorsque les alliés de l'OTAN approuvent à partir de 1970 le principe de l'installation de nouveaux missiles modernes à portée intermédiaire en Europe, 1000 armes nucléaires plus anciennes sont ainsi retirées. En 1983, lors de la décision dite de Montebello, la modernisation des armes nucléaires entraîne un retrait de 1400 armes nucléaires tactiques d'ancienne génération. Voir Amy F. Woolf, 2019, *op. cit.* p. 11.

²⁶ NTI, « Tactical Nuclear Weapons », art. cit.

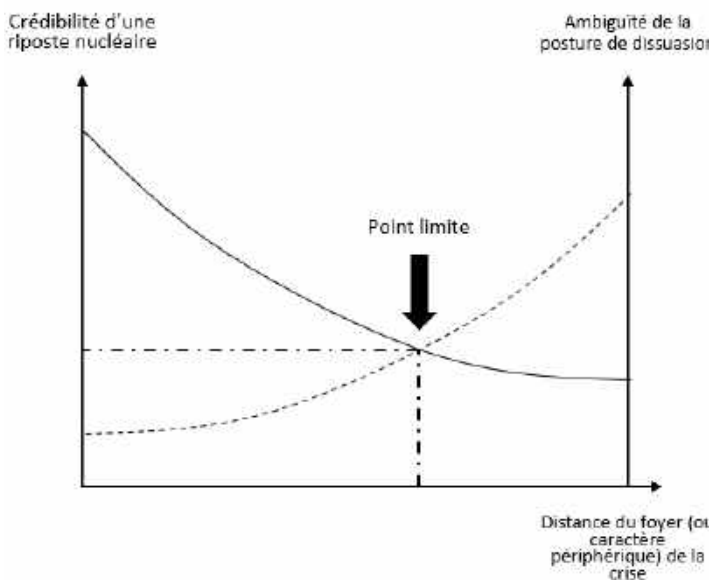
²⁷ Shyam Saran, Chairman of India's National Security Advisory Board (NSAB), « Is India's Nuclear Deterrent Credible ? », April 13, 2013.. <http://krepon.armscontrolwonk.com/files/2013/05/Final-Is-Indias-Nuclear-Deterrent-Credible-rev1-2-1-3.pdf>

²⁸ Hans M. Kristensen and Matt Korda, « Tactical nuclear weapons, 2019 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 75, issue 5, 2019, p. 252.

Envisager un contrôle de l'escalade nucléaire tactique, en France tout du moins et pour le moment, est donc considéré comme une dangereuse illusion. L'expression « nucléaire limité », sous cet aspect, ne peut être qu'un oxymore. Le seul écart que la doctrine française de dissuasion se permet en la matière concerne la frappe dite d'avertissement nucléaire, « unique et non renouvelable », qui signifierait à l'adversaire éventuel qu'il vient de percuter la voûte de l'emploi du nucléaire stratégique français – une limite d'emploi liée exclusivement aux intérêts vitaux et à la survie de la nation – et que faute de retraiter ou négocier, il risque des dommages *politiques* gigantesques,

sans commune mesure avec les bénéfices stratégiques qu'il pouvait initialement escompter de son agression²⁹. Mais cette frappe serait elle-même stratégique : elle pose le changement de *nature* de l'échange, et non une ouverture sur les *degrés* possibles de ce dernier. « *Nos forces nucléaires, précise donc en février 2020 le président français, ne sont dirigées contre aucun pays et la France a toujours refusé que l'arme nucléaire puisse être considérée comme une arme de bataille. Je réaffirme ici que la France ne s'engagera jamais dans une bataille nucléaire ou une quelconque riposte graduée* »³⁰.

Cela ne signifie pas que la doctrine comme la réflexion françaises en matière de dissuasion ne soient pas pleinement conscientes du problème de crédibilité que posent de plus en plus les montées des enchères « régionales », c'est-à-dire hors des sanctuaires territoriaux des puissances dotées. Dans *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, essai de réflexion stratégique paru en 2018, l'amiral Pierre Vandier a modélisé cette problématique sous la forme d'une relation évolutive entre crédibilité et ambiguïté. « *L'incapacité du dissuadé à « lire et comprendre » les « signaux émis par le « dissuadeur », écrit-il, augmente avec la distance ou le caractère périphérique de la crise* »³¹. Dans les conditions nouvelles des relations internationales, il est donc nécessaire, selon lui, de « (...) renforcer la crédibilité de la notion d'avertissement », en particulier au travers de capacités duales permettant la mise en avant simultanée des critères de robustesse et de visibilité de l'arsenal



« Crédibilité et ambiguïté ». Pierre Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, « Annexe 2 », Paris, Le Rocher, 2018, p. 101.

²⁹ « *Si d'aventure un dirigeant d'Etat venait à mésestimer l'attachement viscéral de la France à sa liberté et envisageait de s'en prendre à nos intérêts vitaux, quels qu'ils soient, il doit savoir que nos forces nucléaires sont capables d'infliger des dommages absolument inacceptables sur ses centres de pouvoir, c'est-à-dire sur ses centres névralgiques, politiques, économiques, militaires. Nos forces nucléaires ont été configurées pour cela avec la flexibilité et la réactivité nécessaires. En cas de méprise sur la détermination de la France à préserver ses intérêts vitaux, un avertissement nucléaire, unique et non renouvelable, pourrait être délivré à un agresseur étatique pour signifier clairement que le conflit vient de*

changer de nature et rétablir la dissuasion ». Cf. Discours du Président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27^{ème} promotion de l'école de guerre », 7 février 2020, Présidence de la République française, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/07/discours-du-president-emmanuel-macron-sur-la-strategie-de-defense-et-de-dissuasion-devant-les-stagiaires-de-la-27eme-promotion-de-lecole-de-guerre>

³⁰ Ibid.

³¹ Pierre Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, « Annexe 2 », Paris, Le Rocher, 2018, p. 102.

nucléaire³². Il n'en reste pas moins que la solution de la riposte nucléaire graduée, pour cet auteur comme pour la majorité des spécialistes du domaine en France, n'est pas compatible avec la logique de la dissuasion française.

Les théoriciens français du nucléaire n'ont pas toujours pensé de cette manière, en particulier au cours de la première Guerre froide, lorsque la France, qui ne « disposait » pas du feu nucléaire, mettait en œuvre des bombes atomiques sous contrôle américain³³. Il y a même eu une régression nette de la doctrine française de dissuasion vers l'arme de bataille, au cours de la deuxième glaciation bipolaire de la fin des années 1970, que suggèrent en particulier les discours officiels de doctrine rendus publics en 1976 par les plus hauts décideurs civils et militaires français³⁴. Au même moment, sur l'autre rive de l'Atlantique, les développements du NSDM-242 du 17 janvier 1974 (dit « doctrine Schlesinger ») illustrent une inflexion américaine plus marquée vers une forme modifiée de riposte graduée (*retargeting* contre-forces)³⁵.

Dans la citation précédente du discours d'Emmanuel Macron, l'adjectif « toujours » est donc à relativiser. En revanche, « jamais » a en l'occurrence un poids plus certain. On peut considérer que la dissuasion existentielle minimale, stabilisée à partir de la fin des années 1980 – et de nouveau rappelée en 2020 dans ce discours de doctrine nucléaire devant l'École de Guerre – est aujourd'hui une marque distinctive non seulement de la posture, mais aussi et plus profondément, de la culture atomique française³⁶.

Les choses ne sont pas aussi simples sur la scène nucléaire élargie, et les Français sont en réalité assez isolés (ils le seront sans doute de plus en plus) dans une conception de dissuasion existentielle qui, par apurement conceptuels successifs fondés sur une logique déductive, les a conduits, via une équation plus élégante qu'exhaustive, à exclure l'employabilité opérationnelle des ANT.

En 1987, la signature du traité INF pouvait encore sembler préfigurer la perte profonde de pertinence de ce type d'armes dans un monde débarassé de l'URSS. En septembre 1991, ainsi qu'évoqué précédemment, les États-Unis décidaient au surplus, et sans passer par un traité, de retirer du service et de démanteler une part majeure de leurs ANT (environ 2000 têtes sol-sol, 500 armes mer-sol, et 900 bombes air-sol). Au même moment, les Russes, qui avaient toujours intégré les ANT à leur planification opérationnelle durant la Guerre froide, que ce soit sur le mode offensif comme défensif, optaient également pour une révision de leurs conceptions, en tenant compte néanmoins qu'ils étaient, contrairement aux Américains, dans une position d'extrême faiblesse interne comme externe. Les ANT vont en fait demeurer d'autant plus présentes dans les arsenaux sinon dans la doctrine nucléaire russe de l'immédiat après-Guerre froide que Moscou va s'enfoncer rapidement dans une décennie de clochardisation stratégique gravissime, qui n'incitera qu'assez peu les dirigeants de la nouvelle Fédération à abandonner le dernier reste de leur statut passé de grande puissance. Reste qu'en octobre 1991, répondant à l'initiative américaine, le président

³² Ibid. Voir en particulier les pages 80-84. L'auteur exprime ici sa reconnaissance à l'Amiral Vandier pour l'autorisation de reproduction du schéma de la page précédente, ainsi que pour ses commentaires stimulants sur le contenu de la présente note.

³³ Voir par exemple Aurélien Poilbout, « Quelle stratégie nucléaire pour la France ? L'armée de l'Air et le nucléaire tactique intégré à l'OTAN (1962-1966) », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 46-53.

³⁴ Voir Général Guy Méry, « Une armée pour quoi faire et comment ? », *Revue de Défense Nationale* n° 356, juin 1976. Et Valéry Giscard d'Estaing, « Allocution du président de la République à l'IHEDN », *Revue de Défense Nationale* n° 357, juillet 1976. Ces deux réfé-

rences sont citées dans l'article très éclairant de Jean-Marc Durandau, « Vers un retour des stratégies de guerre nucléaire limitée : défis et enjeux pour la dissuasion française », *Un monde en turbulence - Regards du CHEM 2019 - 68^e session*.

³⁵ Voir entre autres, en replaçant l'analyse dans les conditions de l'époque, Charles-Philippe David, « L'évolution de la doctrine nucléaire américaine de contreforce », *Études internationales*, vol. 17, n° 1, 1986, p. 5-31.

³⁶ Sur cette question de la culture stratégique nucléaire, et de la pertinence de la notion de « styles » nationaux en la matière, voir Colin Gray, *Nuclear Strategy and Nuclear Style*, Lanham, Hamilton Press, 1986.

Gorbatchev annonce lui aussi des réductions drastiques dans l'arsenal nucléaire non-stratégique russe.

Quant à l'OTAN, qui s'interroge sur sa propre raison d'être stratégique dès lors que la Guerre froide est terminée, et qui reste en la matière totalement tributaire des décisions américaines, elle reconnaît qu'il n'est plus nécessaire d'envisager d'utiliser des armes nucléaires pour repousser une attaque conventionnelle venue de l'Est, puisque cette menace (« *the threat of a simultaneous, full-scale attack on all of NATO's European fronts* ») a disparu³⁷. Les armes nucléaires tactiques américaines stationnées en Europe sont réduites de moitié, et conservées en petit nombre (moins de 200) pour des raisons que le nouveau Concept stratégique de l'OTAN de 1991 qualifie lui-même de « politiques »³⁸. En 1997, dans l'Acte fondateur de coopération, de sécurité et de relations mutuelles entre la Fédération de Russie et l'OTAN, les alliés mettront en avant les fameux « trois non » assurant Moscou qu'ils n'ont « (...) aucune intention, aucun plan et aucune raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire des nouveaux membres [de l'Alliance] »³⁹.

Ainsi, durant les deux premières décennies de l'après-Guerre froide, un alignement des États-Unis sur un type de conception doctrinale nucléaire que l'on qualifiera pour simplifier de « française tardive » ne semblait pas inenvisageable. Dans un rapport de la Fondation pour la Recherche stratégique publié en 2008, les auteurs constatent ainsi que la réflexion américaine serait « (...) en passe de rejoindre celles de la France et du Royaume-Uni sur le caractère désormais moins pertinent de la « catégorisation » des armes ou des concepts d'emploi : à Washington tout comme au sein de l'OTAN, note le rapport, l'on considère désormais

volontiers que tout emploi de l'arme nucléaire aurait nécessairement un caractère stratégique »⁴⁰. Il semble bien, ajoutent-ils en cette année qui voit l'administration Obama succéder à celle de G. W. Bush, que les armes non stratégiques ont « (...) *décrû en importance dans la stratégie américaine depuis une dizaine d'années* (...) ». L'administration G. W. Bush avait certes fait montre d'un grand intérêt pour l'emploi d'ANT miniaturisées (« *mini-nukes* ») destinées à pénétrer des bunkers « terroristes » profondément enterrés, mais ces projets polémiques n'avaient pas l'ambition structurante et novatrice des programmes de dissuasion conventionnelle réactive (« *Prompt Global Strike* »), étudiés au même moment par l'administration républicaine, poursuivis sous Obama, et focalisés sur les capacités d'atteinte stratégique à grande distance via des ICBM ou des porteurs hypersoniques⁴¹. La défense antimissile, relancée à partir de 2002 (sortie unilatérale des États-Unis du traité ABM) s'ajoutait bientôt à ces éléments de dissuasion conventionnelle. Bien que les ANT n'aient jamais cessé d'être mentionnées dans les documents de doctrine officiels de la plupart des puissances nucléaires après 1991, elles semblaient donc plus que jamais cantonnées à ce que l'on pourrait appeler, on l'a vu, une « périphérie doctrinale ».

Cette évolution possible, qui ouvrirait à terme la voie à une réduction voire un retrait des ANT de certains arsenaux nucléaires, n'est pas allée au bout de sa logique, et semble devenir au contraire de plus en plus improbable. Le tournant du débat se situe aux environs de l'année 2010. Comment expliquer cet écart entre les tendances de la décennie 1990 et la situation de 2020, où les ANT, en un « *worrisome comeback* » (Kristensen⁴²), sont revenues au centre du débat doctrinal, en particulier aux États-Unis ?

³⁷ North Atlantic Treaty Organization, « The Alliance's Strategic Concept », NATO Office of Information and Press, Brussels, Belgium, 1991, § 8.

³⁸ Ibid.

³⁹ Voir *Acte Fondateur sur les Relations, la Coopération et la Sécurité Mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie*, signé à Paris, le 22 mai 1997. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_25468.htm

⁴⁰ Isabelle Facon et Bruno Tertrais, « Les armes nucléaires « tactiques » et la sécurité de l'Europe », *Recherches et Documents*, Fondation pour la Recherche Stratégique, janvier 2008, p. 8-9.

⁴¹ Ibid.

⁴² Kristensen and Korda, « Tactical nuclear weapons, 2019 », *art.cit.*, p. 253.

Les évolutions stratégiques récentes concernant l'emploi des armes nucléaires tactiques (2010-2020)

D'Obama à Trump : le retour à une « théorie de la victoire » nucléaire ?

Sur le plan diplomatique, l'administration Obama (2008-2016) s'était attachée dès sa prise de fonctions à mettre en avant la notion diplomatique d'« architectures régionales de dissuasion ». Par là, Washington signifiait sa volonté d'assurer une dissuasion élargie au profit de ses alliés européens et asiatiques qui ne soit pas trop uniment nucléaire⁴³. Son approche, par ailleurs, prévoyait la possibilité de négociations avec Moscou sur de nouvelles réductions des arsenaux nucléaires stratégiques. L'année 2010 semble devoir marquer l'apex de ce réformisme nucléaire. La *Quadrenial Defense Review* (QDR) publiée en février annonce ainsi que les États-Unis organiseront des consultations avec leurs alliés et partenaires « (...) à propos de nouvelles architectures régionales de dissuasion sur mesure qui combineront notre présence outre-mer, des capacités conventionnelles pertinentes incluant la défense antimissile et une implication prolongée étendant notre dissuasion nucléaire ». Ce nouveau « mix », ajoute alors le document, « (...) [rendrait] possible une réduction du rôle des armes nucléaires dans notre stratégie de sécurité nationale »⁴⁴. Publiée à son tour à la fin 2010, une nouvelle *Nuclear Posture Review* reflète cette nouvelle vision, plus réformiste que révolutionnaire. L'administration Obama, tout en mettant fin au déploiement de certains types d'armes nucléaires

(les missiles de croisière navals *Tomahawk* à portée intermédiaire), doit en effet tenir compte des élections de *midterm*, qui lui sont défavorables⁴⁵. Sa dynamique nucléaire n'est pas stoppée, mais elle a besoin du soutien des Républicains au Congrès pour aboutir sur le dossier de la signature du traité *New Start* avec les Russes. Ce soutien est gagné au prix de la relance de la modernisation progressive de l'arsenal nucléaire américain, en particulier pour ce qui concerne les armes stratégiques. *New Start*, qui remplace START 1 et SORT, est signé le 8 avril 2010.

Malgré les résultats qui viennent d'être rappelés, il est possible de dire qu'en matière d'armes nucléaires tactiques, c'est bien cette même année que la tendance semble commencer à se retourner. De l'autre côté de l'Atlantique, des débats fondamentaux opposent en effet deux visions de l'avenir des armes nucléaires tactiques à l'intérieur de l'OTAN. L'un des camps penche pour la rupture avec les années de Guerre froide : en 2009, l'Allemagne évoque ainsi, par la voix de certains élus, le retrait des armes nucléaires tactiques de la base allemande de l'US Air Force à Büchel. Des responsables néerlandais ajoutent leur voix à ce type de demandes⁴⁶, et le débat semble par ailleurs lancé sur l'effet d'éviction possible entre défense antimissile et ANT⁴⁷. Mais au sommet de l'OTAN de Lisbonne, en novembre de l'année suivante, ce sont les tenants d'une ligne dure vis-à-vis de Moscou qui l'emportent, avec un lobbying fort de la part de la Pologne, en particulier sur la conservation des ANT et la réaffirmation de la nature nucléaire de l'Alliance. Cette option, qui se complique d'un débat sur la fonction de la défense antimissile en Europe, prévaut face à une ligne plus souple, défendue en

⁴³ Kei Koga, « The US and East Asian Regional Security Architecture: Building a Regional Security Nexus on Hub-and-Spoke », *Asian Perspective*, Vol. 35, No. 1, Jan.-Mar. 2011, p. 1-36.

⁴⁴ *Quadrenial Defense Review Report 2010*, p. 14. <https://archive.defense.gov/qdr/QDR%20as%20of%2029JAN10%201600.pdf>

⁴⁵ Frédéric Gagnon, « Le grand retournement. Obama et les *midterms* de 2010 », *Politique américaine*, n°18, 2010/3, p. 117-130.

⁴⁶ Cf. Ruud Lubbers, Max van der Stoep, Hans van Mierlo and Frits Korthals Altes, « We must play an active role to

establish a nuclear weapon free world », *Handelsblad*, December 2, 2009.

http://www.nrc.nl/international/opinion/article2427750.ce/We_must_play_an_active_role_to_establish_a_nuclear_weapon_free_world

⁴⁷ Voir Johan Bergenäs, Miles A. Pomper, William Potter, and Nikolai Sokov, *Reducing and Regulating Tactical (Non-strategic) Nuclear Weapons in Europe: Moving Forward?*, The James Martin Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute of International Studies, Prepared for the Unit for Policy Planning and Research, Finnish Ministry for Foreign Affairs, April 2010.

particulier par la France, fraîchement revenue dans le commandement intégré. En décembre 2010, le nouveau Concept stratégique de l'OTAN publié après ce bras de fer montre que le paradigme d'une inutilité relative (autre que symbolique) des ANT a basculé du côté de la réaffirmation⁴⁸. Cent cinquante bombes nucléaires tactiques américaines B61-3 restent donc stationnées en Europe. Le nouveau Concept stratégique est accueilli comme une victoire diplomatique et stratégique décisive dans les capitales d'Europe de l'Est⁴⁹. Par ailleurs, on constate à ce moment la montée en puissance progressive dans le débat stratégique américain d'une vieille notion issue de la Guerre froide, renvoyant à la fin des années 1950 et que l'on pouvait penser *a priori* caduque, celle de guerre nucléaire limitée⁵⁰.

Huit ans après ce tournant, la *Nuclear Posture Review* de l'administration Trump a choisi de refermer l'ère des questionnements conceptuels ouverts pour leur substituer des réponses doctrinales et capacitaires fermes. Dans l'intervalle, l'état des relations internationales s'est modifié, sous l'effet de plusieurs facteurs. La crise survenue en Crimée (2014) a changé une grande partie de la donne politico-diplomatique en Europe. Compte tenu de ce que certains désignent comme une « nouvelle Guerre froide », l'un des narratifs stratégiques les plus présents aux Etats-Unis – et de manière encore plus directe à l'OTAN – fait aujourd'hui reposer sur Moscou la responsabilité

des nouvelles perceptions opérationnelles et doctrinales maximalistes concernant les ANT. Non seulement en raison de l'importance du stock d'armes non-stratégique de Moscou, évalué par les Américains à 2000 unités, mais aussi d'une centralité grandissante qui serait donnée à ce type d'armes dans la doctrine russe, en appui d'une politique de voisinage agressive⁵¹.

Il est néanmoins important de rappeler que ces chiffres ne sont que des estimations, et que celles-ci divergent fortement selon les sources, y compris parmi les organismes de renseignement américains eux-mêmes. Par ailleurs, le fait que la Russie ait visiblement diversifié les types de vecteurs capables d'emporter des charges tactiques ne signifie pas que le nombre total de ces charges ait augmenté⁵². Concernant les doctrines russes de dissuasion nucléaire régionale, généralement rapprochées du stock considérable d'ANT détenues, on notera enfin que l'appréciation est assez ardue. Ainsi que le montre de manière convaincante Dmitry Adamsky, il est difficile de faire fond sur des articles d'auteurs russes divers, même s'ils sont militaires, pour affirmer que la doctrine russe est « claire » sur l'utilisation des ANT. Il semblerait au contraire selon lui que « *cette division soit en réalité estompée dans la pensée russe (...) malgré la séparation de jure de l'arsenal nucléaire russe en deux stocks – stratégique et non stratégique* ». Par ailleurs, pour cet auteur qui a récemment publié

⁴⁸ Une rédaction initiale plus dure encore avait été proposée, mais aurait été écartée au dernier moment. Voir Oliver Meier, « NATO Revises Nuclear Policy », *Arms Control Association*, December 2010 [online], <https://www.armscontrol.org/act/2010-12/nato-revises-nuclear-policy>.

⁴⁹ Voir par exemple Imants Liegis, « Three Cheers for Lisbon », *Europe Diplomacy and Defence*, n°371, 2 December 2010.

⁵⁰ Voir par exemple Keir Lieber and Daryl G. Press « The Nukes We Need », *Foreign Affairs*, Nov/Dec 2009, p. 39-51. Sur le premier débat datant du tournant des années 1950-60, voir entre autres Basil Liddell Hart, *Deterrent or Defense. A fresh look at the West's military position*, London, Stevens and sons, 1960, ainsi que Maxwell D. Taylor, *The Uncertain Trumpet*, New York, Harper & Brothers, 1960.

⁵¹ Department of Defense, *Nuclear Posture Review*, Washington, DC, February 2, 2018, p. 53. Pour un exemple représentatif de ce type de raisonnement, voir Dave Johnson, *Nuclear Weapons in Russia's approach to conflict*, Fondation pour la recherche stratégique, *Recherches et documents*, n° 6, 2016. Voir en particulier p. 23, la présentation du statut de la doctrine militaire russe dans la pyramide normative des documents stratégiques. Également : Rebecca R. Moore et Coletta Damon (dir.), *NATO's Return to Europe: Engaging Ukraine, Russia, and Beyond*, Washington, Georgetown University Press, 2017.

⁵² Cette remarque est faite entre autres par Kristensen et Korda (art. cit., p. 255). Le *Bulletin of Atomic Scientists* évalue pour sa part le nombre de charges nucléaires russes susceptibles d'être installées sur des lanceurs nucléaires ou conventionnels à 1830 unités, dont 820 pour la seule marine russe (chiffres 2019).

une analyse remarquable des liens entre l'Église orthodoxe et le complexe nucléaire militaire en Russie, la « dissuasion nucléaire régionale » est « (...) *une notion vague, non formulée de manière cohérente, non codifiée doctrinalement, et qui ne relève d'aucun consensus parmi les différentes parties prenantes de la communauté stratégique russe* »⁵³. Quant à « l'abaissement du seuil nucléaire » qui caractériserait les évolutions doctrinales russes récentes, Kristin Ven Bruusgaard n'hésite pas à parler d'un « mythe » qui empêcherait de bien mesurer la stratégie intégrée mise en place par Moscou entre des capacités nucléaires demeurées centrales, et des capacités conventionnelles innovantes revalorisées, par exemple dans le champ cyber: « *Le comportement de traîneur de sabre de Moscou n'équivaut pas à un seuil plus bas pour l'utilisation des armes nucléaires, risque-t-il ainsi. La doctrine, la stratégie déclaratoire et le débat stratégique russes indiquent à vrai dire le contraire : l'amélioration des capacités conventionnelles et non militaires retardera le moment où la Russie utilisera des armes nucléaires dans les conflits* »⁵⁴.

Ces relativisations d'une partie de l'expertise stratégique ne doivent cependant pas occulter le fait que la Russie a tenu à rappeler à plusieurs reprises son statut de puissance nucléaire lorsque les condamnations de l'épisode criméen se sont multipliées en Occident, et que ces signaux mar-

tiaux (parmi lesquels le déploiement en 2016 de bombardiers stratégiques Tupolev 22-M3 en Crimée) ont contribué logiquement à valider les analyses pessimistes de certains analystes de défense, en particulier dans l'OTAN⁵⁵.

Selon les rédacteurs de la NPR 2018, l'important est donc aujourd'hui de rétablir la crédibilité des garanties de sécurité américaines face à la tentation d'une piraterie stratégique du fait agressif accompli⁵⁶. Le cas d'école généralement envisagé correspond à la conquête par un agresseur d'un territoire qui, géographiquement périphérique quoique politiquement ou juridiquement allié, ne vaudrait pas à première vue le prix d'une escalade nucléaire totale. L'agresseur, souvent voisin du territoire agressé, proclamerait après son occupation qu'il le considère quant à lui comme vital, et par un retournement dialectique opportuniste, sécuriserait après coup son larcin par la menace – voilée ou non – de représailles nucléaires en légitime défense. Il faut imaginer une invasion du Koweït réussie en 1990, parce que l'Irak aurait disposé d'une cinquantaine de bombes nucléaires non-stratégiques et aurait menacé de s'en servir.

Pour l'administration Trump, ce type de manœuvre peut se multiplier de la part de compétiteurs stratégiques désormais enhardis, au premier rang desquels la Chine et la Russie. Moscou n'est

⁵³ Voir Dmitry (Dima) Adamsky, « Nuclear Incoherence: Deterrence Theory and Non-Strategic Nuclear Weapons in Russia », *POSSE Policy Memo*, Georgia Institute of Technology, 2013 [online], https://www.files.ethz.ch/isn/156904/Adamsky_policy%20memo.pdf. Cette analyse a donné lieu à la publication par l'auteur d'une version plus complète, sous le même titre : « Dmitry (Dima) Adamsky, « Nuclear Incoherence: Deterrence Theory and Non-Strategic Nuclear Weapons in Russia », *Journal of Strategic Studies*, vol. 37, n°1, 2014, p. 91-134. Également, du même auteur, *Russian Nuclear Orthodoxy. Religion, Politics, and Strategy*, Stanford University Press, April 2019.

⁵⁴ Kristin Ven Bruusgaard, « The Myth of Russia's Lowered Nuclear Threshold », *War on the Rocks*, September 22, 2017, <https://warontherocks.com/2017/09/the-myth-of-russiaslowered-nuclear-threshold/>

⁵⁵ Par exemple : « Vladimir Putin issues new 'large nuclear power' warning to West », *The Telegraph*, 16

October 2014. Pour une interprétation maximaliste de cette dimension : Nick de Larrinaga, « Return of the Bear », *IHS Jane's Defense Weekly*, Londres, 16 mars 2016. Ainsi que Jacek Durkalec, *Nuclear-Backed « Little Green Men »: Nuclear Messaging in the Ukraine Crisis*, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, Nuclear Security Project (NSP) of the Nuclear Threat Initiative (NTI), Varsovie, juillet 2015. https://www.pism.pl/files/?id_plik=20165. Pour une vision plus modérée, voir Bruno Tertrais, *L'arsenal nucléaire russe : ne pas s'inquiéter pour de mauvaises raisons*, Note de recherche n°55, IRSEM, Paris, 4 juin 2018.

⁵⁶ Voir Dan Altman, « By *Fait Accompli*, Not Coercion: How States Wrest Territory from Their Adversaries », *International Studies Quarterly*, vol. 61, n°4, December 2017, p. 881–891. Également : Ahmer Tarar, « A Strategic Logic of the Military *Fait Accompli* », *International Studies Quarterly*, vol. 60, n°4, December 2016, p. 742–752.

pas en effet la seule capitale citée dans la NPR au rang des adversaires stratégiques des États-Unis. La politique chinoise du fait accompli en mer de Chine méridionale, couplée à une diversification des armements stratégiques et tactiques nucléaires de l'Armée populaire, modifie également l'équation des garanties de sécurité données par Washington à certains de ses partenaires les plus importants. Les annexes didactiques de la NPR 2018 citent particulièrement « (...) la multiplication et la modernisation des armes nucléaires non-stratégiques chinoises, incluant le CSS-5MOD 6 et le DF26, visant à menacer ses voisins et à défier l'aptitude des États-Unis à conduire des opérations régionales »⁵⁷. Enfin, la perspective d'un emploi couplé de missiles tactiques (contre Séoul) et de missiles stratégiques (pour dissuader Washington d'intervenir) est également évoquée en ce qui concerne la Corée du Nord⁵⁸.

Les forces conventionnelles américaines ne pourront dissuader à elles seules ces calculs, semble sous-entendre la NPR 2018. La menace d'emploi limité des armes nucléaires redeviendrait donc pertinente. Mais pour que cette menace d'emploi soit aussi *crédible*, elle devra reposer, selon les rédacteurs du document, sur le développement de *nouvelles* armes nucléaires tactiques, plus adaptées et offrant donc davantage de flexibilité d'emploi, qui puissent faire reculer l'agresseur avant ou après son agression, et dont les caractéristiques (faible ou très faible puissance en particulier) permettraient d'éviter une escalade nucléaire stratégique même si le tabou nucléaire est brisé. À l'aléatoire d'une surprise stratégique impliquant une sanctuarisation agressive, cette logique oppose le contre-aléatoire d'une montée automatique des enchères. Métaphoriquement circonscrite de manière habituelle dans le champ lexical du jeu d'échecs depuis l'avènement de la MAD, la dialectique

nucléaire se transpose dans le cadre d'une partie de poker.

Dans un article publié au printemps 2020, le colonel américain Joseph D. Becker confirme ainsi que les penseurs militaires « (...) envisagent de manière croissante la possibilité d'une guerre nucléaire « limitée », un concept qui en était [pour-tant] venu à disparaître presque complètement du lexique stratégique, en particulier en Occident »⁵⁹. Cette évolution, écrit-il, peut apparaître nécessaire à certains, car les États-Unis ne semblent plus pouvoir faire reposer leur capacité de dissuasion sur le simple fait de détenir des ogives et « une vague menace de les utiliser ». C'est la Russie, en raison de sa nouvelle politique « agressive », qui pousserait en particulier selon lui à une révision dramatique de la culture nucléaire américaine :

« (...) La Russie est déterminée à défier la résolution qu'ont les États-Unis d'honorer leurs engagements sécuritaires, et elle pourrait très bien aller jusqu'à flirter avec le seuil nucléaire lorsqu'elle perçoit un avantage à le faire. Le Pentagone s'inquiète réellement de ce que la Russie pourrait envahir l'un de ses voisins régionaux tout en menaçant d'employer, ou en employant une arme nucléaire pour décourager toute interférence extérieure »⁶⁰.

Et de conclure que Washington « (...) a besoin d'une stratégie nucléaire qui prévienne ouvertement une théorie de la victoire dans le monde [stratégique] moderne »⁶¹. Becker appuie en partie son raisonnement sur les analyses passées de Colin Gray. Celui-ci, dans le cadre de la Seconde Guerre froide, avait publié en 1979 dans *International Security* un article intitulé « Stratégie nucléaire : plaidoyer pour une théorie de la victoire »⁶². Gray y écrivait qu'à force d'insister sur le fait qu'un échange nucléaire ne pouvait qu'impliquer une des-

⁵⁷ NPR 2018, op. cit., « Global Nuclear Capability Modernization: Global Nuclear-Capable Delivery Vehicles »,

<https://media.defense.gov/2018/Feb/02/2001872878/-1/-1/1/GLOBAL-NUCLEAR-MODERNIZATION.PDF>

⁵⁸ *Nuclear Posture Review 2018*, op. cit., p. 54.

⁵⁹ Joseph D. Becker, « Strategy in the New Era of Tactical Nuclear Weapons », *Strategic Studies Quarterly*, Spring 2020, p. 118.

⁶⁰ Ibid., p. 122.

⁶¹ Ibid., p. 120.

⁶² Colin Gray, « Nuclear Strategy: The Case for a Theory of Victory », *International Security*, vol. 4, n°1, 1979, p. 54-87.

truction absolue, les États-Unis finissaient par faire douter leurs alliés de leur résolution à les protéger en cas d'invasion soviétique. Ce sont, à peu de chose près, des arguments qui étaient déjà avancés par Kissinger dans les années 1950 : « *En nous basant sur la notion de guerre totale comme deterrent majeur, constatait ce dernier, nous savons notre système d'alliances de deux manières : ou bien nos alliés estiment que tout effort militaire de leur part est inutile, ou bien ils acquièrent la conviction que la paix, même en capitulant, vaut mieux que la guerre (...)* À mesure que l'on connaît mieux la capacité de destruction des armes modernes, il semble de moins en moins raisonnable d'assurer que les États-Unis, et encore plus le Royaume-Uni, seraient prêts au suicide pour refuser une zone, quelle que soit son importance, à un ennemi⁶³. » La solution que préconisait celui qui n'occupait pas encore le poste de Secrétaire d'Etat de l'administration Nixon était d'assumer et d'annoncer l'utilisation effective d'armes nucléaires tactiques comme *partie intégrante* du cadre conceptuel de la dissuasion, et non comme *échec* de celle-ci.

Cette logique tout droit venue des périodes les plus glacées de la Guerre froide (fin des années 1950, mais aussi toute fin des années 1970), et qui se trouve en quelque sorte « réchauffée » dans la NPR 2018, a quelques raisons de séduire les planificateurs de défense actuels, qu'ils soient militaires ou civils. Dans une étude publiée en 2017 et consacrée aux relations entre diplomatie coercitive et armes nucléaires, Todd S. Sechser et Matthew

Fuhrmann ont ainsi recensé toutes les occurrences de crise qui, de 1952 à 2001, ont vu une puissance militaire dotée de l'arme nucléaire tenter de forcer un État non dotés à adopter une politique particulière. Le résultat est suggestif, puisque la quarantaine de crises concernées par ce dialogue asymétrique n'ont pu selon eux être débloquées qu'à la faveur, non d'une stratégie de coercition appuyée sur la détention du nucléaire, mais bien d'une stratégie d'*action*, qui la plupart du temps a pris la forme d'une intervention armée conventionnelle⁶⁴. La leçon – apparente – de ce tableau est qu'un adversaire non doté peut, au regard de l'expérience historique, faire le pari du fait accompli, en tablant sur la réticence d'une puissance dotée à déchaîner son armement atomique pour des enjeux limités⁶⁵.

Comme à la fin des années 1950, cette logique est refusée par les tenants d'une théorie de la victoire, qui semblent penser qu'un réinvestissement dans les possibilités offertes par les armes nucléaires tactiques pourra permettre d'éviter ce dilemme en comblant le « gouffre » (*fill the gap*) qui séparerait aujourd'hui de manière trop large la dissuasion conventionnelle de la dissuasion nucléaire stratégique. On pourrait résumer leur raisonnement par le tableau suivant, qui modélise en les simplifiant naturellement à l'extrême les variables d'un conflit armé entre deux puissances nucléaires, au cours duquel l'une d'entre elles décide de ne pas céder à un chantage stratégique de la part de la partie adverse, et choisit pour cela la voie de l'emploi d'armes nucléaires⁶⁶.

⁶³ Cité dans Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Hachette, 1977, p. 185. Nous avons déjà utilisé ce passage éclairant dans un article de recherche auquel nous nous permettons de renvoyer : « *Armageddon polytropos*. La pensée réaliste et le fait stratégique nucléaire... », 2017, art. cit.

⁶⁴ Todd S. Sechser et Matthew Fuhrmann, *Nuclear Weapons and Coercive Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 90. Le tableau, utile, est cependant critiquable. Les auteurs y incluent les crises de 1969 et 1979 entre l'URSS et la Chine à propos de l'île de Zhenbao et du Vietnam, alors que Pékin est déjà à cette date une puissance nucléaire. Il ne peut donc plus, théoriquement y avoir de *compellence* : c'est un schéma dissuasif qui joue. Il est vrai, d'un autre côté, que la puissance nucléaire soviétique est à l'époque sans

commune mesure avec celle dont dispose la Chine maoïste, en particulier dans le domaine des vecteurs de déploiement de l'arme atomique.

⁶⁵ À l'été 2020, la France, puissance dotée de l'arme nucléaire, a ainsi du mal à dissuader la Turquie, puissance non dotée, de se livrer à une politique maritime agressive et illégale en Méditerranée orientale.

⁶⁶ Ce tableau n'est qu'une modélisation incomplète. Il faudrait pouvoir y représenter des options plus contextualisées. Il s'agirait en particulier de différencier l'emploi d'armes nucléaires sur des cibles dites « stratégiques » en précisant si ces dernières sont localisées sur le territoire de la partie adverse, à proximité de ce territoire (« étranger proche ») ou sur un théâtre d'opération « distant ».

		EMPLOI DES ARMES NUCLEAIRES	
		Cibles « tactiques »	Cibles « stratégiques »
CAPACITES DES ARMES NUCLEAIRES	« Massive » Grande portée, grande puissance	Escalade probable mais éventuellement contrôlable (?)	Escalade très probable
	« Tailored » Faible portée, faible puissance	Escalade possible mais évitable (?)	Escalade très probable

O. Zajec, 2020.

De manière à illustrer ces conceptions qui ressortissent à un « jeu du poulet » à l'échelle nucléaire, les États-Unis ont conduit en février 2020 un jeu de guerre simulant un conflit nucléaire « limité » entre Washington et Moscou, au cours duquel la Russie lançait une attaque nucléaire de faible puissance sur une cible américaine en Europe. Dans ce scénario, les joueurs américains ont répondu nucléairement, ainsi que le *Secretary of Defense* de l'administration Trump, Mark Esper, a tenu lui-même à l'annoncer à la presse, de manière pour le moins inédite⁶⁷.

La question, néanmoins, est de savoir s'il est possible de combler ce « gouffre » sans tomber dedans.

L'improbable « retenue » nucléaire

Pour les néo-tacticiens nucléaires, l'usage des ANT sur un champ de bataille contre des objectifs principalement militaires reste pensable compte tenu de leur courte portée théorique ou leur puissance de détonation moindre (« *low-yield* ») bien que ces critères, on l'a vu, soient très arbitraires. Au-delà de ces arguments instrumentaux assez faibles, chacun est bien conscient que la singularité

du nucléaire tactique renvoie surtout à la doctrine d'emploi qui s'y attache : si l'on ne veut pas que cette option se réduise à un pari suicidaire irresponsable, il est nécessaire que sa planification comme sa conduite comportent une dimension déclaratoire permanente, s'appuyant sur des « signaux » très clairs destinés à éviter une escalade apocalyptique. D'où la « limitation » de cet emploi nucléaire, correspondant à une guerre « (...) au cours de laquelle chaque adversaire use des armes nucléaires de manière restreinte, en employant seulement un nombre limité d'armes sur des cibles sélectionnées »⁶⁸.

Comme le précise le *Congressional Research Service* américain en 2019, ce qui permet de qualifier une arme nucléaire de « tactique » serait en somme « (...) la nature de la cible ou les implications du conflit [considéré], et non la puissance explosive, le type de vecteur, ou le type de tête »⁶⁹. Les armes nucléaires tactiques accompagneraient en effet l'action des forces conventionnelles dans une manœuvre militaire visant une victoire tactico-opérative. Que leur puissance de détonation soit grande ou limitée, elles auraient pour but, non d'annihiler des villes entières ou de briser une économie, mais d'emporter la décision de manière

⁶⁷ Julian Borger, « US staged 'limited' nuclear battle against Russia in war game », *The Guardian*, 24 February 2020.

⁶⁸ Jeff A. Larsen and James M. Smith, *Historical Dictionary of Arms Control and Disarmament*, Maryland, Scarecrow Press, 2005, p. 128.

⁶⁹ Amy F. Woolf., 2019, *op. cit.*

localisée, sur un théâtre d'opération qui n'appartiendrait pas *a priori* aux territoires nationaux sanctuarisés des puissances nucléaires principales. Reste que cet objectif est techniquement difficile à réaliser, comme le résume Corentin Brustlein⁷⁰ :

« (...) envoyer à l'adversaire un signal combinant limitation *et* détermination implique de pouvoir exercer un contrôle fin et discriminé des effets physiques des détonations en s'assurant qu'ils affectent la zone visée de manière voulue. Il faut ainsi non seulement pouvoir sélectionner des cibles dont la destruction enverrait le signal adéquat à l'adversaire, mais en surveiller les éventuels déplacements, et veiller en parallèle à ne pas frapper de manière directe ou collatérale des cibles dont la destruction serait susceptible de précipiter une escalade de l'adversaire (forces stratégiques, C2 stratégique, installations critiques, etc.) ».

Cette thématique de la retenue nécessaire en termes de ciblage nucléaire tactique est très ancienne, ainsi que le montrent, parmi de nombreux exemples, les arguments de Laurence Martin dans une analyse de 1979 intitulée « Limited Nuclear War », qui illustre l'une des modalités des limitations stratégiques en temps de guerre⁷¹. Cette problématique technique du ciblage, tout comme celle du format organique des unités classiques destinées à opérer en ambiance nucléaire, ou celle de la subsidiarité décisionnelle entre décideurs civils et militaires quant à l'usage des ANT dans le cadre

d'une manœuvre dynamique⁷², quoique relevant toutes d'une grande complexité, ne sont cependant pas les plus centrales en l'occurrence. Le point essentiel pour un utilisateur éventuel d'ANT sera surtout de faire comprendre à son adversaire qu'il ne souhaite pas d'escalade au-delà d'un champ de bataille localisé, alors même qu'il a pris l'initiative inouïe de briser le tabou nucléaire pour « rétablir » une situation militaire compromise *conventionnellement*, dans un contexte *non lié à la survie de son propre pays*. Le point central, comme le souligne Brustlein, est bien celui des signaux⁷³. La bonne réception de ce message subtil (« ce qui est central n'est pas forcément vital ») prend naturellement une tournure pour le moins existentielle, que ce soit pour l'agresseur ou le défenseur, si l'adversaire est doté d'armes nucléaires « stratégiques ». Dans l'expression ANT, le « T » qualificatif, loin de relever d'une « évidence » technique, est fondamentalement de nature intersubjective.

Les risques réels d'ascension aux extrêmes expliquent que les arguments des partisans de l'employabilité des ANT soient extrêmement discutés⁷⁴. Quelles que soient sa subtilité apparente leur plaidoyer tend en effet à répliquer d'une certaine manière la logique ayant donné naissance en 1965 aux 44 barreaux de l'échelle d'escalade nucléaire d'Herman Kahn⁷⁵. Les travaux empruntés de folie

⁷⁰ Corentin Brustlein, « La guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain », *Focus stratégique*, n° 77, novembre 2017. p. 16.

⁷¹ Laurence Martin, « Limited Nuclear War », dans Michael Howard (dir.), *Restraints on War. op. cit.* Ces arguments sont peut-être plus parlants pour l'actualité de 2020 que les travaux de la première génération de la « guerre limitée » du début des années 1960 (Liddell Hart, Maxwell, Osgood), dans la mesure où, en 1979, la destruction mutuelle assurée de niveau stratégique est entretemps devenue absolument déterminante entre Moscou et Washington. Voir également, publié à la même époque, Ian Clark, *Limited Nuclear War*, Princeton, Princeton University Press, 1982.

⁷² Ce deuxième point est entre autres traité dans Robert Peters, Justin Anderson et Harrison Menke,

« Deterrence in the 21st Century: Integrating Nuclear and Conventional Force », *Strategic Studies Quarterly*, vol. 12, n° 4, 2018, p. 32–36.

⁷³ Brustlein, « La guerre nucléaire limitée... », 2017. *op. cit.*

⁷⁴ Cf. Lawrence J. Korb, « Why Congress Should Refuse to Fund the NPR's New Nuclear Weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 7 February 2018, <https://thebulletin.org/commentary/why-congress-should-refusefund-npr%E2%80%99s-new-nuclear-weapons11493>

⁷⁵ Herman Kahn, *On Escalation: Metaphors and Scenarios*, New York, Praeger, 1965. Il existe en fait deux « échelles » chez Kahn, l'une à 16 niveaux, l'autre à 44.

rationnelle de ce dernier étaient déjà difficilement crédibles dans les conditions « équilibrées » de la Guerre froide. Sachant que les premières bombes nucléaires éclataient aux alentours du 20^e niveau kahnién, le barreau « *Some other kinds of controlled general war* » (n°43, c'est nous qui soulignons) suivait un n°42 intitulé « *Civilian Devastation Attack* », et précédait (d'un barreau seulement, donc), le n°44 et ultime, intitulé « Spasme ou Guerre insensée »⁷⁶. Dans le contexte stratégique actuel, où les effets du paradoxe « stabilité-instabilité » mis en évidence par Glenn H. Snyder semblent de nouveau jouer à pleine puissance, ce n'est pas seulement le dernier barreau, mais la pertinence entière de ce type très particulier de choix rationnel qui peut sembler « insensée »⁷⁷.

Il est d'ailleurs intéressant de se demander si la notion même d'escalade ne devient pas elle-même virtuelle. C'est la conviction de Rebecca Hersman. Dans une contribution récente (été 2020) consacrée aux effets déstabilisants que peut avoir l'hyperconnectivité opérative sur la frontière entre conventionnel et nucléaire, elle note qu'à la faveur d'une « (...) érosion des pare-feux traditionnels entre systèmes d'alerte et de lancement nucléaires et civils, combinée aux effets stratégiques démultipliés des opérations spatiales et cyber, l'aptitude à gouverner la stabilité stratégique devient plus difficile ». Selon elle, les conditions d'un « nouveau paradoxe nucléaire » sont actuellement en place : « Dès lors que les États cherchent la compétition et la victoire à des niveaux infra-conventionnels – ceux des zones grises – le risque de crises stratégiques nucléaires peut augmenter, même si le risque de conflits conventionnels entre États nucléaires décline »⁷⁸. Elle déduit de ce paradoxe que le modèle kahnién de l'échelle n'est plus valable, et qu'en matière nucléaire, il vaudrait mieux parler de « trous de vers » susceptibles d'apparaître soudain en déchirant par endroits la toile de la dissuasion

- Rung 1. Ostensible Crisis
- Rung 2. Political, Economic, and Diplomatic Gestures
- Rung 3. Solemn and Formal Declarations
- Rung 4. Hardening of Positions—Confrontation of Wills
- Rung 5. Show of Force
- Rung 6. Significant Mobilization
- Rung 7. “Legal” Harassment—Retortions
- Rung 8. Harassing Acts of Violence
- Rung 9. Dramatic Military Confrontations
- Rung 10. Provocative Breaking Off of Diplomatic Relations
- Rung 11. Super-Ready Status
- Rung 12. Large Conventional War (or Actions)
- Rung 13. Large Compound Escalation
- Rung 14. Declaration of Limited Conventional War
- Rung 15. Barely Nuclear War
- Rung 16. Nuclear “Ultimatums”
- Rung 17. Limited Evacuation (Approximately 20 per cent)
- Rung 18. Spectacular Show or Demonstration of Force
- Rung 19. “Justifiable” Counterforce Attacks
- Rung 20. “Peaceful” World-Wide Embargo or Blockade
- Rung 21. Local Nuclear War—Exemplary
- Rung 22. Declaration of Limited Nuclear War
- Rung 23. Local Nuclear War—Military
- Rung 24. Unusual, Provocative, and Significant Countermeasures
- Rung 25. Evacuation (Approximately 70 per cent)
- Rung 26. Demonstration Attack on Zone of Interior
- Rung 27. Exemplary Attack on Military
- Rung 28. Exemplary Attacks Against Property
- Rung 29. Exemplary Attacks on Population
- Rung 30. Complete Evacuation (Approximately 95 per cent)
- Rung 31. Reciprocal Reprisals
- Rung 32. Formal Declaration of “General” War
- Rung 33. Slow-Motion Counter-“Property” War
- Rung 34. Slow-Motion Counterforce War
- Rung 35. Constrained Force-Reduction Salvo
- Rung 36. Constrained Disarming Attack
- Rung 37. Counterforce-with-Avoidance Attack
- Rung 38. Unmodified Counterforce Attack
- Rung 39. Slow-Motion Countercity War
- Rung 40. Countervalue War
- Rung 41. Augmented Disarming Attack
- Rung 42. Civilian Devastation Attack
- Rung 43. Some Other Kinds of Controlled General War
- Rung 44. Spasm or Insensate War

Les 44 niveaux de l'échelle d'escalade nucléaire d'Herman Kahn (*On Escalation: Metaphors and Scenarios*, 1965)

nucléaire. C'est à cette « *wormhole escalation* » reliant les espace-temps autrefois séparés des galaxies conventionnelle et nucléaire que les États devraient selon elle se préparer⁷⁹. Tous les arguments de cette contribution récente ne sont pas

⁷⁶ Voir l'excellent ouvrage de Sharon Ghamari-Tabrizi, *The Worlds of Herman Kahn: The Intuitive Science of Thermonuclear War*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

⁷⁷ Glenn H. Snyder, « The Balance of Power and the Balance of Terror », dans Paul Seabury (dir), *The Balance of Power*, Scranton, Chandler, 1965, p. 185–201.

⁷⁸ Rebecca Hersman, « Wormhole Escalation in the New Nuclear Age », *The Strategist*, Summer 2020 [online].

⁷⁹ La métaphore fait référence à la conception théorisée pour la première fois en 1916 par le physicien autrichien First Ludwig Flamm, et poursuivie par Einstein et Rosen en 1935, portant sur des « ponts » connectant des régions de l'Espace-temps extrêmement éloignées les unes des autres.

convaincants (comme beaucoup de spécialistes américains du domaine nucléaire, Hersman semble n'avoir qu'une appréhension très distante de la pensée française en la matière, ce qui la pousse à présenter comme inédites des solutions, des clarifications et des problématiques dont on peut dire qu'elles ont été mieux stabilisées doctrinalement à Paris qu'à Washington). Mais ses arguments sont imparables lorsqu'elle rappelle les effets croissants de l'estompement perceptuel et décisionnel qui dérive de l'extension des capacités duales dans les arsenaux de toutes les grandes puissances, en particulier en matière d'alerte et d'appréciation de situation⁸⁰.

Dans ces conditions, est-ce vraiment le moment le mieux choisi pour laisser entrevoir, comme semble y inciter indirectement la NPR 2018, la possibilité d'escalades « contrôlées » en matière d'échanges de coups nucléaires ? Deux ans après la publication du document, d'aucuns pourraient penser que l'évolution des relations internationales d'une part, et des États-Unis eux-mêmes d'autre part, ne plaide peut-être pas dans ce sens. Une œuvre de fiction très récente de Jeffrey Lewis, consacrée à l'analyse imaginaire par une commission du Congrès américain d'une attaque nucléaire nord-coréenne ayant frappé aux États-Unis illustre de manière très imagée les conséquences de possibles *misperceptions*, dès lors que le paradigme d'un abaissement soi-disant « contrôlable » de la voûte nucléaire a été intellectuellement accepté⁸¹. C'est sur cette perspective que le colonel Becker conclut son récent article, déjà cité, en suggérant qu'une théorie de la « victoire » est effectivement nécessaire à l'ère de la piraterie stratégique géné-

ralisée, mais qu'elle ne peut plus être articulée comme le suggérait Colin Gray, c'est-à-dire selon une approche d'*emploi* nucléaire. Une approche de ce type, que Robert Osgood, entre autres, avait également tenté de modéliser, était sans doute adaptée à la Guerre froide, mais elle ne le serait plus du tout dans le monde moderne, qui n'est plus bipolaire⁸². Becker cherche ainsi à convaincre qu'une posture plus agressive sur le plan de la doctrine nucléaire augmenterait la probabilité d'une guerre atomique, fragiliserait le régime de non-prolifération des armes nucléaires, et ne contribuerait pas à consolider la sécurité des États-Unis. Baker préconise donc, ce qui peut sembler iconoclaste, une théorie de la victoire fondée sur une stratégie de non-réponse nucléaire délibérée à un emploi tactique limité du nucléaire par l'adversaire. Cette stratégie correspondrait à une vague dévastatrice de sanctions internationales coordonnées, permises par la mise au ban automatique de l'acteur qui briserait le tabou nucléaire, et qui s'exercerait totalement et sans limite de durée, sur l'État et les citoyens du pays, dans tous les domaines – sécuritaires, économiques, sociétaux, culturels – quel qu'en soit le prix, avec l'appui de quasiment tous les membres de la société internationale⁸³. Une telle politique de mort sociale internationale entraînerait doctrinalement un renoncement des États-Unis à l'emploi en premier éventuel de l'arme nucléaire. Mais cet isolement total du délinquant, pestiféré pour des décennies, permettrait selon l'auteur de rehausser la voûte nucléaire en recréant une dissuasion nucléaire « réduite » (ce qui est déjà beaucoup) au cas très spécifique des atteintes aux sanctuaires territoriaux des grandes puissances.

⁸⁰ Voir également Rebecca Hersman et al., « Under the Nuclear Shadow: Situational Awareness Technology and Crisis Decisionmaking », Center for Strategic and International Studies, March 18, 2020, <https://ontheradar.csis.org/analysis/final-report/>

⁸¹ Jeffrey Lewis, *The 2020 Commission Report on the North Korean Nuclear Attacks Against the United States: A Speculative Novel*, Marine, 2020. Voir également la critique du livre dans la *New York Review of Books* : Jessica T. Mathews, « The New Nuclear Threat », *The New York Review of Books*, August 20, 2020.

⁸² Le colonel Becker fait référence, on l'a dit, à un article de Gray paru en 1979. Peut-être une autre contribution

de ce stratège majeur est-elle plus éclairante – ou a minima complémentaire – sur les enjeux opérationnels de cette période-charnière. Voir Colin S. Gray, « Deterrence and Defence in Europe : Revising NATO's Theatre Nuclear Posture », *Strategic Review*, Sept. 1975. Voir également Robert E. Osgood, *Limited War: The Challenge to American Strategy*. Chicago, The University of Chicago Press, 1957.

⁸³ Joseph D. Becker, « Strategy in the New Era of Tactical Nuclear Weapons », *Strategic Studies Quarterly*, Spring 2020, p. 135.

Ce type de raisonnement « minimaliste », que certains spécialistes pourront juger baroque ou irréaliste, et qui, en tout état de cause n'aurait sans doute que peu de succès s'il était présenté dans un symposium otanien en 2020, révèle une imagination et une originalité rafraîchissantes en matière de pensée stratégique. Il témoigne surtout que les militaires américains sont loin d'être tous favorables aux analyses de la NPR consacrés à une nouvelle « flexibilité » dissuasive impliquant un abaissement de la voûte nucléaire. Selon Byron Adkins, le constat est clair : « *Les États-Unis, écrit cet officier de l'Army américaine dans une contribution récente à l'International Affairs Review, font un cadeau à leurs adversaires et fragilisent leurs propres intérêts en voulant se procurer davantage d'armes nucléaires tactiques* »⁸⁴. Ce jugement pose qu'en augmentant la part des armes tactiques dans leur doctrine nucléaire, les Etats-Unis inciteront d'autres acteurs – dotés et surtout non dotés – à en acquérir.

Conclusion

En février 2020, la Marine américaine a annoncé le déploiement d'armes nucléaires dites « tactiques » à bord de certains de ses sous-marins. Ces derniers étaient jusque-là équipés de têtes stratégiques de 100 à 475 kilotonnes. La nouvelle tête W76-2, dont la puissance s'établit à 5 kilotonnes seulement, c'est-à-dire à un niveau inférieur à la puissance de la bombe lancée sur Hiroshima en 1945, est censée « élargir » la gamme d'options dissuasives dont dispose Washington, en particulier vis-à-vis de la Russie. Ces développements sont en ligne avec la NPR 2018 qui en théorise la logique, ainsi que cette note l'a rappelé. De même,

la nouvelle bombe tactique nucléaire B61-12, qui remplacera à l'horizon 2022-2024 les anciennes version B61-3 dans les bases européennes de l'US Air Force au titre de la capacité nucléaire non-stratégique de l'OTAN, possèdent *a priori* une capacité de guidage la rendant plus précise, et la possibilité de sélectionner sa puissance explosive (quatre niveaux, allant de 0,3 à 50 kt). L'inflexion doctrinale de 2018 a donc été suivie immédiatement d'un repositionnement capacitaire, abondamment mis en scène médiatiquement.

De manière assez attendue, les experts liés aux associations militant pour le contrôle des armements et le désarmement n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer ces décisions. C'est le cas, entre autres, de l'*Arms Control Association*, selon laquelle la politique de diversification et de flexibilité nucléaire de l'administration Trump, si elle devait être prolongée par les administrations américaines futures, « (...) *augmenterait les risques de mésinterprétation et d'escalade involontaire, tout en accélérant la compétition nucléaire planétaire* »⁸⁵.

Au-delà de ce débat interne américain, comment interpréter les causes du « retour » des ANT dans le débat nucléaire international ? Deux horizons se dégagent finalement ici. L'un est conjoncturel : l'emballage actuel est lié selon certains au traumatisme né de l'affaire de Crimée de 2014, qui procède d'un enchaînement politique complexe lié à l'histoire longue de l'après-Guerre froide en Europe, mais qui est présentée comme un nouveau Munich susceptible d'encourager de nouvelles

⁸⁴ Byron Adkins, « The United States is Making a Miscalculation by Bringing Back Tactical Nuclear Weapons », *International Affairs Review*, George Washington University, July 7, 2020, <https://iar-gwu.org/2020/07/07/the-united-states-is-making-a-miscalculation-by-bringing-back-tactical-nuclear-weapons/>. L'expression « escalader pour désescalader » est souvent attribuée à la doctrine nucléaire russe (comme le fait la NPR 2018 : Department of Defense, *Nuclear Posture Review*, 2018, op. cit., p. 8), mais il ne semble pas qu'elle apparaisse formellement dans cette dernière. On la trouve dans une série d'articles qui, même s'ils ont parfois pour auteurs des militaires, ne

peuvent au sens strict être pris pour l'expression officielle de la doctrine des forces nucléaires et du niveau décisionnel politique russe. Parmi ces articles se détachent quelques noms dont les théorisations ont retenu l'attention des exégètes occidentaux, en particulier celui d'Alexei Fenenko, (« The Return of Flexible Response », *Current Digest of the Russian Press* 61, n° 42, October 19, 2009).

⁸⁵ Kingston Reif et Alicia Sanders-Zakre, « U.S. Nuclear Excess: Understanding the Costs, Risks, and Alternatives », *Arms Control Association*, April 2019, p. 3.

agressions russes en Europe⁸⁶. Le problème, néanmoins, n'est pas seulement russe et la focale mérite d'être élargie. Le phénomène du *worrisome comeback* des armes non stratégiques renvoie – sans doute plus fondamentalement – à un glissement *structurel*, celui des équilibres de puissance mondiaux dans leur ensemble. Le comportement de la Chine et ses appétits stratégiques, préoccupent au plus haut degré les stratèges et législateurs américains, européens et japonais, certains prévoyant pour Taïwan une destinée criméenne si la dissuasion régionale est-asiatique n'est pas « rétablie »⁸⁷. Au-delà des perturbateurs stratégiques de premier rang comme Moscou ou Pékin, le comportement actuel de la Turquie en Méditerranée orientale montre que ces tentations d'intimidation et de prise de gain peuvent aussi être le fait de puissances régionales.

Compte tenu des passions nationales qui s'y expriment chez tous les protagonistes, l'analyse de ces crises stratégiques à l'Est et l'Ouest de l'Eurasie nécessite une analyse froide et contradictoire. Dans le même temps la réaction doit être ferme vis-à-vis des acteurs qui menacent intentionnellement la souveraineté de leurs voisins. Cette fermeté, pour

être crédible, justifie la remontée en puissance des forces conventionnelles « classiques », par exemple en Europe, qu'elles soient terrestres, aériennes ou navales⁸⁸. Justifie-t-elle pour autant les récentes inflexions doctrinales nucléaires américaines, la fragilisation des structures multilatérales et bilatérales de contrôle des armements (retrait unilatéral du traité INF, retrait unilatéral du traité « Ciel ouvert », retrait unilatéral du JCPOA⁸⁹), ou la fin – hypothétique, mais le sujet a émergé – du moratoire sur les essais nucléaires, ou du traité *New Start*, qui expirera en février 2021 faute de renouvellement⁹⁰ ? Tous ces traités n'avaient certes pas la même valeur, ni sans doute une égale pertinence eu égard aux modifications de l'échiquier stratégique général. Reste que leur fragilisation ou leur disparition fait indubitablement « époque », et signe le passage d'une ère de convergence géo-économique (1990-2010) à une ère de divergences géostratégiques exponentielles.

Les turbulences affectant les doctrines nucléaires sont un des signes les plus significatifs de ce « passage » du deuxième âge au troisième âge nucléaire⁹¹. La cassure systémique est sans doute comparable – toutes choses étant égales par

⁸⁶ Voir par exemple Stefanie von Hlatky and Andreas Wenger, eds., *The Future of Extended Deterrence: The United States, NATO, and Beyond*, Georgetown University Press, September 2015.

⁸⁷ Voir par exemple Eric Heginbotham et al., *China's Evolving Nuclear Deterrent: Major Drivers and Issues for the United States*, Rand Corporation, RR-1628-AF, 2017. Également : Ross Babbage, « Countering China's Adventurism in the South China Sea: Strategy and Options for the Trump Administration », Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2016.

<https://assets.documentcloud.org/documents/3241531/Countering-China-s-Adventurism-in-theSouth.pdf>.

⁸⁸ Pour la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale* française de 2017, cette remontée en puissance doit être comprise par les Européens « (...) moins comme répondant aux demandes américaines d'un plus juste « partage du fardeau » que comme une prise de responsabilité croissante dans leur propre sécurité, rendue indispensable par la dégradation de leur environnement stratégique ». Voir RSDSN 2017, p. 60.

⁸⁹ Sur ce dernier point, voir l'analyse très claire de Jean-François Guilhaudis (« Les deux cibles du « retrait » américain de l'accord nucléaire iranien. Pourquoi l'ac-

cord n'est toujours pas mort », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°14, 2020), <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=2180>

⁹⁰ L'administration Trump, évoquant la nécessité d'envoyer un signal sur ce dernier point à la Russie et à la Chine, a soufflé le chaud et le froid sur cette question au cours de la première moitié de l'année 2020. Voir « US vows to maintain moratorium on 75th anniv. of Trinity nuke test », *Mainichi Japan*, July 17, 2020. Tom Miles, « Washington denies it plans to quit nuclear test ban treaty », *Reuters*, July 30, 2019.

⁹¹ Sur la définition des défis propres au Deuxième âge nucléaire, voir entre autres Keith B. Payne, *Deterrence in the Second Nuclear Age*, Lexington, Kentucky University Press, 1996, en particulier le deuxième chapitre intitulé « New Environment, New Requirements » (p. 17-35), ainsi que Jérôme de Lespinois, "La France: la dissuasion multilatérale à l'ère du second âge nucléaire", dans J. Baechler et J. de Lespinois (dir.), *Le retour du nucléaire militaire*, Paris, Hermann, 2019.

Sur le concept de Troisième âge nucléaire, voir Pierre Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, 2018, *op. cit.*, p. 52 sq.

ailleurs – avec la décrédibilisation du paradigme de la sécurité collective en Europe au milieu des années 1930⁹². La présente note a certes rappelé qu'une partie des choix de la NPR 2018 se plaçaient dans la continuité des décisions prises sous l'administration précédente et que, d'autre part, les inflexions doctrinales traitant de ce *trade-off* « au bord du gouffre » précédaient très largement l'arrivée de l'administration actuelle au pouvoir, ainsi que le montre l'histoire complexe de la pensée stratégique nucléaire occidentale depuis 1945. Par ailleurs, on constate qu'il existe un débat réel au sein même des forces armées américaines sur la pertinence de certains de ces choix « nouveaux », que ce soit sous leurs aspects juridiques, capacitaires (critiques d'investissements en faveur de nouveaux programmes « tactiques » relativement redondants) ou diplomatiques. Dans ce dernier domaine, l'inquiétude porte sur la relance d'une nouvelle course quantitative aux armements liée à des schémas anciens, alors même qu'un investissement doctrinal imaginatif devient urgent dans d'autres domaines structurants, comme l'hypersonique.

Néanmoins, il n'est pas possible d'ignorer l'effet d'entraînement que possède l'évolution doctrinale et le « narratif nucléaire » (Hersman et al., 2016) de

la première puissance militaire de la planète⁹³. Le fait important est que les armes nucléaires tactiques vont faire leur « retour » dans la réalité opérationnelle mondiale. Bientôt, le qualificatif de « non-stratégique » qui leur est accolé aura de moins en moins de sens. Et il est peu probable que cette évolution cesse brusquement en cas de non-réélection du président Donald Trump en 2020. Le phénomène dépasse en effet la conjoncture électorale, dans la mesure où il a pour origine, aux États-Unis et dans l'OTAN⁹⁴, une propension de plus en plus répandue d'une partie des décideurs et des analystes à considérer que la capacité à dissuader la « piraterie stratégique » justifierait dans certains cas un abaissement « contrôlable » de la voûte nucléaire sur les champs de bataille – virtuels – d'Europe orientale et d'Asie orientale⁹⁵.

Sur ces questions, l'Union européenne, concernée au premier chef, semble parfois impuissante à faire valoir un point de vue autre que déclaratoire. Pour certains commentateurs, le problème est en partie lié à la double appartenance de la plupart des membres de l'UE à l'OTAN. De fait, la mort du traité INF a été un révélateur des effets induits par ce trouble dissociatif d'identité⁹⁶ : quelle que soit l'opinion que l'on pouvait avoir sur la fin de cet arran-

⁹² Voir par exemple « Macron compare l'Europe actuelle et celle des années 30 », *L'Express*, 1^{er} novembre 2018. Cette comparaison, ceci posé, ne fait pas l'unanimité parmi les historiens et les économistes. Sur ce débat, on lira avec profit Georges-Henri Soutou, « L'Allemagne dans les projets de sécurité collective de l'entre-deux-guerres », dans Anne-Claire de Gayffier-Bonneville (dir.), *Sécurité et coopération militaire en Europe, 1919-1955*, Paris, L'Harmattan, 2005. Également : Jean-Michel Guieu, « L'« insécurité collective ». L'Europe et la Société des Nations dans l'entre-deux-guerres », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 30, 2009/2, p. 21-43. Ainsi que George W. Egerton, « Collective Security as Political Myth: Liberal Internationalism and the League of Nations in Politics and History », *The International History Review*, vol. 5, n° 4, novembre 1983.

⁹³ Nous nous permettons sur ce point de renvoyer à O. Zajec, « *Some are useful*. La problématique des formalisations intellectuelles dérivées dans le débat stratégique transatlantique sur la conflictualité armée », dans Sébastien Laurent, Anne-Marie Tournepiche et Jean Belin (dir.), *Conflictarm*, Paris, Pedone, 2020 (à paraître, *forthcoming*).

⁹⁴ Voir Jessica Cox, « Nuclear deterrence today », *NATO Review*, June 2020.

⁹⁵ Sur cette expression, voir Thérèse Delpech, *La Dissuasion nucléaire au XXI^e siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique*, Paris, Odile Jacob, 2013. La Rand Corporation a publié en 2012 une version anglaise de cette analyse, sous un titre différent. Voir Delpech, T., *Nuclear Deterrence in the 21st Century: Lessons from the Cold War for a New Era of Strategic Piracy*, Santa Monica, RAND Corporation, MG-1103-RC, 2012.

⁹⁶ Ce terme psychiatrique est plus précis que « schizoïde », bien que ce dernier signifie de manière éclairante « dissocier, couper, diviser, fendre » (du grec « *skhizein* ») Selon le DSM-IV de l'association américaine de psychiatrie (*Manuel Diagnostique et Statistique des Troubles Mentaux* qui fait référence pour les psychiatres), les critères du trouble dissociatif de l'identité sont entre autres 1) la présence de deux ou plusieurs identités ou « états de personnalité » distincts (chacun ayant ses modalités constantes et particulières, de pensée et de relation concernant l'environnement et soi-même) et 2) le fait qu'au moins deux de ces identités ou

gement, la manière dont l'OTAN l'a validée la fait moins apparaître comme une alliance de nations souveraines que comme une organisation où les prises de position politiques penchent de plus en plus dans le sens d'une approbation-réflexe des initiatives américaines, même les plus contestables – ou potentiellement dangereuses. Tout se passe, en d'autres termes, comme si l'Alliance se résignait parfois à troquer l'analyse stratégique commune (qui implique un débat nécessairement contradictoire) contre une *Strategic Communication* où le deuxième terme a une tendance de plus en plus nette à surdéterminer le premier. Il est permis de penser, dans ce contexte, que l'expression de « mort cérébrale » utilisée récemment par le président français et qui a fait scandale, n'est pas totalement outrée⁹⁷. Le contraste avec la diversité, la liberté et la qualité des analyses qui peuvent exister dans le cadre d'autres tournants stratégiques historiques comme la crise des Euromissiles, la chute de l'URSS ou la réunification allemande, est de ce point de vue relativement frappant. À l'époque, le débat, réel, n'avait pas empêché un niveau de coordination politique très élevé du dialogue américano-européen. Le paradoxe de la période actuelle est peut-être que l'on trouvera plus souvent des prises de position ouvertes, pluralistes et contradictoires sur la dissuasion élargie et la riposte graduée, non pas en Europe, mais aux États-Unis, où la latitude d'analyse et de publication des militaires d'active semble d'un certain point de vue plus réelle que dans nombre de nations de l'OTAN – y compris sur les sujets les plus délicats. Celle de Byron Adkins à propos des ANT, déjà citée, est de celle-là : « *Les risques d'une prolifération plus importante, constate-t-il, d'une course aux armements et d'occasions multipliées d'emploi sont un prix exorbitant à payer pour obtenir des options plus flexibles, par ailleurs focalisées sur le cas d'une Russie relativement faible* ».

Aucune réponse simple ne s'impose cependant sur ce sujet complexe. Sur le plan doctrinal, la question des définitions – ou plus précisément, des *redéfinitions* – redevient donc centrale, comme le montre l'exemple de l'ouvrage récent de Keir A. Lieber et Daryl G. Press, *The Myth of the Nuclear Revolution*, qui repositionne la réalité de la barrière entre stratégies d'action et de dissuasion⁹⁸. Les outils heuristiques de la science politique, *via* en particulier la théorie des relations internationales et les études stratégiques, peuvent contribuer à ce chantier – on songe par exemple aux débats qui ont concerné le réalisme défensif. Le besoin est grand, également, de mises en perspectives aréales comparées, car ces questions, naturellement, ne sont pas circonscrites à la situation européenne. Les interactions entre les deux acteurs atomiques singuliers que sont l'Inde et le Pakistan offrent ici un cas d'étude éclairant, du point de vue historique et stratégique.

Cette relance des fondamentaux du débat sur le nucléaire militaire appelle enfin à la montée en puissance en Europe d'une « relève stratégique » civile et militaire, composée de chercheurs et de praticiens capables de traiter de ce domaine très particulier de manière pragmatique, en appréciant les défis nouveaux par rapport aux évolutions technologiques et politiques actuelles⁹⁹. Mais aussi en les remettant en perspective par rapport à des débats anciens qui recèlent des leçons précieuses. Héritière de ces évolutions, la doctrine française opère pour le moment sur une ligne de crête qui, si elle lui offre une parade au dilemme entre « *Armageddon et une défaite sans guerre* » (Kissinger), permet aussi d'affirmer le refus du glissement fatal de l'emploi opérationnel. Le concept d'avertissement nucléaire qui la singularise constitue l'héritage de controverses intellectuelles et politiques qui furent rugueuses et heurtées, et dont

« états de personnalités » *prennent tour à tour contrôle du comportement du sujet*. (Je souligne). Voir American Psychiatric Association, DSM-IV-TR. *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, traduction française coordonnée par J. Daniel et M-A. Crocq, Paris, Masson, 2005, p. 611.
<https://psychiatrieweb.files.wordpress.com/2011/12/manuel-diagnostique-troubles-mentaux.pdf>

⁹⁷ Cf. Nathalie Guibert, « Mort cérébrale de l'OTAN » : Emmanuel Macron assume, Jens Stoltenberg recherche l'unité », *Le Monde*, 28 novembre 2019.

⁹⁸ Voir le compte-rendu qu'en fait Bruno Tertrais dans *l'Observatoire de la Dissuasion*, bulletin n°78, Fondation pour la recherche stratégique, Été 2020, p. 14-15.

⁹⁹ Cf. Interview de Nicolas Roche « Les Occidentaux doivent maîtriser à nouveau la grammaire nucléaire », *Le Monde Hors-Série*, Janvier 2018.

la décantation conceptuelle fut progressive. C'est la raison pour laquelle la relecture des arguments échangés naguère entre Poirier, Beaufre, Gallois, Aron, entre autres, mériterait de faire l'objet de nouvelles relectures qui pourraient remettre en perspective les constituants de ces discussions nucléaires de Guerre froide, avant d'évaluer dans un second temps leur intérêt pour éclairer les controverses actuelles sur l'employabilité dissuasive illustrées par la NPR 2018, en particulier dans le cadre transatlantique¹⁰⁰. Le plus intéressant serait naturellement de comprendre et d'exprimer avec des mots nouveaux ce qui, à 60 ans de distance, rapproche et sépare à la fois les deux débats en termes de contexte international et de conséquences militaires¹⁰¹.

En attendant la montée en puissance de ces recherches, la grande question que posent les ANT demeure : existe-t-il à proprement parler une possibilité raisonnable de « contrôle » à partir du moment où l'on succombe à la tentation de considérer des armes nucléaires, quelles que soient leurs caractéristiques, comme les moyens d'une dissuasion autre qu'existentielle ? Dans le contexte stratégique actuel, qui voit les mécanismes internationaux de maîtrise des armements vaciller et les évolutions technologiques brouiller la clarté potentielle des « signaux » nucléaires, la réponse à cette interrogation devient cruciale pour la France, et au-delà pour l'Europe dans son ensemble.

¹⁰⁰ Sur Beaufre en particulier, la thèse de doctorat très attendue d'Hervé Pierre, soutenue à Paris-II en 2020, promet de renouveler une partie des termes de ce débat.

¹⁰¹ Sur ces questions, la bibliographie est extrêmement volumineuse. Voir, entre autres, Raymond Aron, *Espoir et peur du siècle*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Essais non partisans », 1957. Du même : *Le Grand Débat*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, traduit en anglais : *The Great Debate: Theories of Nuclear Strategy*, New York, Doubleday, 1965. Également : P.-M. Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960. Traduction

en anglais par Richard Howard : *The Balance of Terror: Strategy for the Nuclear Age*, New York, Houghton Mifflin, 1961. Sur ces deux auteurs, on lira aussi avec beaucoup de profit, de Christian Malis, malheureusement disparu prématurément, la magnifique synthèse intitulée *Raymond Aron et le débat stratégique français*, Paris, Economica, coll. « Bibliothèque stratégique » (Institut de Stratégie Comparée), 2005. Ainsi que, du même auteur, *Pierre Gallois – Histoire, géopolitique, stratégie*, Paris, L'Âge d'homme, 2009.

Bibliographie

ADAMSKY Dmitry, « Nuclear Incoherence: Deterrence Theory and Non-Strategic Nuclear Weapons in Russia », *POSSE Policy Memo*, Georgia Institute of Technology, 2013.

ADKINS Byron, « The United States is Making a Miscalculation by Bringing Back Tactical Nuclear Weapons », *International Affairs Review*, George Washington University, July 7, 2020.

ALTMAN Dan, « *By Fait Accompli*, Not Coercion: How States Wrest Territory from Their Adversaries », *International Studies Quarterly*, vol. 61, n°4, December 2017, p. 881–891.

BABBAGE Ross, « Countering China's Adventurism in the South China Sea: Strategy and Options for the Trump Administration », Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2016.

BECKER Joseph D., « Strategy in the New Era of Tactical Nuclear Weapons », *Strategic Studies Quarterly*, Spring 2020.

BORGER Julian, « US staged 'limited' nuclear battle against Russia in war game », *The Guardian*, 24 February 2020.

BOZO Frédéric, Leopoldo Nuti, Marie-Pierre Rey et Bernd Rother (dir.), *The Euromissile Crisis and the End of the Cold War*, Washington, D.C, Woodrow Wilson Center Press, 2015.

BRUSTLEIN Corentin, « La Guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain », *Focus stratégique*, n° 77, Centre des études de sécurité, IFRI, novembre 2017.

CIMBALA Stephen J., *The New Nuclear Disorder: Challenges to Deterrence and Strategy*, Ashgate Publishing Company, 2015.

DELPECH Thérèse., *Nuclear Deterrence in the 21st Century: Lessons from the Cold War for a New Era of Strategic Piracy*, Santa Monica, RAND Corporation, MG-1103-RC, 2012.

DEPARTMENT OF DEFENSE, *Nuclear Posture Review*, Washington, DC, February 2, 2018.

FACON Isabelle et Bruno Tertrais, « Les armes nucléaires « tactiques » et la sécurité de l'Europe », *Recherches et Documents*, Fondation pour la Recherche Stratégique, janvier 2008.

FUHRMANN Matthew and Todd S. Sechser, *Nuclear Weapons and Coercive Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

GAVIN Francis J., *Nuclear Weapons and American Grand Strategy*, Brookings Institution Press, January 21, 2020.

GHAMARI-TABRIZI Sharon, *The Worlds of Herman Kahn: The Intuitive Science of Thermonuclear War*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

GISCARD D'ESTAING Valéry, « Allocution du président de la République à l'IHEDN », *Revue de Défense Nationale* n° 357, juillet 1976.

GRAY Colin S.

- « Nuclear Strategy: The Case for a Theory of Victory », *International Security*, vol. 4, n°1, 1979, p. 54–87.
- *Nuclear Strategy and Nuclear Style*, Lanham, Hamilton Press, 1986.

GUILHAUDIS Jean-François (« Les deux cibles du « retrait » américain de l'accord nucléaire iranien. Pourquoi l'accord n'est toujours pas mort », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n°14, 2020.

HERSMAN Rebecca

- et al., « Under the Nuclear Shadow: Situational Awareness Technology and Crisis Decisionmaking », Center for Strategic and International Studies, March 18, 2020, <https://ontheradar.csis.org/analysis/final-report/>
- with Clark Murdock and Shanelle Van, « The Evolving U.S. Nuclear Narrative: Communicating the Rationale for the Role and Value of U.S. Nuclear Weapons, 1989 to Today » Center for Strategic and International Studies, 2016, <https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/Evolving-US-Nuclear-Narrative.pdf>.

JOHNSON Dave, *Nuclear Weapons in Russia's approach to conflict*, Fondation pour la recherche stratégique, *Recherches et documents*, n° 6, 2016.

KAHN Herman, *On Escalation: Metaphors and Scenarios*, New York, Praeger, 1965.

KRISTENSEN Hans M. & Matt Korda, « Tactical nuclear weapons, 2019 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 75, n°5, 2019.

LIDDELL HART Basil, *Deterrent or Defense. A fresh look at the West's military position*, London, Stevens and sons, 1960.

LIEBER Keir and Daryl G. Press « The Nukes We Need », *Foreign Affairs*, Nov/Dec 2009, p. 39-51.

MACALLISTER LINN Brian, *Elvis's Army: Cold War GIs and the Atomic Battlefield*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

MARTIN Laurence, « Limited Nuclear War », dans Michael Howard (dir.), *Restraints on War. Studies in the Limitation of Armed Conflict*, London, Oxford University Press, 1979.

PARISI Ilaria, « Stratégie. Pour une histoire du traité FNI, de la crise des euromissiles à sa fin, *Diploweb.com : la revue géopolitique* [en ligne], 1er mars 2020.

PAYNE Keith B., *Deterrence in the Second Nuclear Age*, Lexington, Kentucky University Press, 1996.

PETERS Robert, Justin Anderson et Harrison Menke, « Deterrence in the 21st Century: Integrating Nuclear and Conventional Force », *Strategic Studies Quarterly*, vol. 12, n° 4, 2018.

POILBOUT Aurélien, « Quelle stratégie nucléaire pour la France ? L'armée de l'Air et le nucléaire tactique intégré à l'OTAN (1962-1966) », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 46-53.

ROCHE Nicolas « Les Occidentaux doivent maîtriser à nouveau la grammaire nucléaire », *Le Monde Hors-Série*, Janvier 2018.

VANDIER Pierre, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, Paris, Le Rocher, 2018.

VEN BRUUSGAARD Kristin, « The Myth of Russia's Lowered Nuclear Threshold », *War on the Rocks*, September 22, 2017.

WARDEN John K., *Limited Nuclear War: The 21st Century Challenge for the United States*, Livermore Papers on Global Security No. 4, Lawrence Livermore National Laboratory Center for Global Security Research July 2018.

WOOLF Amy F., « Nonstrategic Nuclear Weapons », Congressional Research Service, January 17, 2019.

ZAJEC Olivier, « *Armageddon polytropos*. La pensée réaliste et le fait stratégique nucléaire, bilan d'un demi-siècle de débats intra-paradigmatiques », *Stratégique*, n° 116, août 2017.



Contact : iesd.contact@gmail.com

Site : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08